

# La cérémonie de remise du prix Nord-Sud de Lisbonne 2003



**Centre Nord-Sud**  
du Conseil de l'Europe



**La cérémonie de remise  
du prix Nord-Sud de  
Lisbonne 2003**



Cette publication a été réalisée grâce au soutien de la Commission européenne, dans le cadre de la subvention au fonctionnement du Centre Nord-Sud (A 3033/2003).

# Sommaire

Les discours de la cérémonie de remise du prix Nord-Sud de Lisbonne 2003 ont été prononcés dans la salle du Sénat de l'Assemblée de la République du Portugal le 24 novembre 2003.

	Page
<b>Introduction</b> .....	<b>5</b>
<b>M. João Bosco Mota Amaral</b>	
Président de l'Assemblée de la République du Portugal	
Version française .....	<b>9</b>
Version originale portugaise .....	<b>13</b>
<b>M. Klaus Schumann</b>	
Directeur général des affaires politiques, Conseil de l'Europe	
Version française .....	<b>17</b>
Version originale anglaise .....	<b>23</b>
<b>M. Miguel Angel Martínez</b>	
Président du Conseil exécutif du Centre Nord-Sud du Conseil de l'Europe	
Version originale française .....	<b>29</b>
<b>Mme Frene Ginwala</b>	
Lauréate du prix Nord-Sud, Présidente du Parlement sud-africain	
Version française .....	<b>39</b>
Version originale anglaise .....	<b>49</b>
<b>M. António de Almeida Santos</b>	
Lauréat du prix Nord-Sud	
Ex-Président de l'Assemblée de la République portugaise	
Version française .....	<b>59</b>
Version originale portugaise .....	<b>66</b>
<b>M. Jorge Sampaio</b>	
Président de la République du Portugal	
Version française .....	<b>73</b>
Version originale portugaise .....	<b>77</b>



# Introduction

Le prix Nord-Sud de Lisbonne est attribué annuellement depuis 1995 à deux personnalités (une du Nord, une du Sud, de préférence une femme et un homme) qui se sont distinguées par leur attachement profond, des réalisations remarquables et/ou les bons espoirs d'avenir apportés dans le domaine de la protection des droits de la personne, de la défense de la démocratie pluraliste, du partenariat et de la solidarité Nord-Sud.

Les parties prenantes - quadrilogue - du Centre Nord-Sud du Conseil de l'Europe (gouvernements, parlementaires, pouvoirs locaux et régionaux, organisations non gouvernementales de la société civile), les organisations internationales et régionales gouvernementales, les représentants des médias sont appelés à nommer des individus, un groupe d'individus ou une organisation dont les activités méritent cette distinction.

Le jury du prix Nord-Sud nomme les lauréats après délibération.

En 1995, l'un des prix a été décerné à Peter Gabriel, dont l'œuvre musicale a contribué au rayonnement des musiques du monde. En 1992, il a lancé le programme Witness qui a permis de fournir un appui logistique aux militants des droits de l'homme à travers le monde. L'autre prix a été attribué à Vera Duarte, première femme à être élue à la Commission africaine des droits de l'homme et des peuples.

Le prix Nord-Sud 1996 a, pour sa part, été remis à Danielle Mitterrand, présidente de la Fondation France Libertés, pour ses prises de position en faveur de la protection des droits de la personne et, de manière symbolique, aux femmes algériennes, pour leur lutte quotidienne pour la liberté.

Mary Robinson a été l'une des récipiendaires du prix Nord-Sud 1997. Ancienne Présidente de l'Irlande, son implication soutenue dans le domaine des droits de l'homme l'a conduite à occuper le poste de haut-commissaire des Nations Unies pour

les droits de l'homme. Patricio Aylwin, ancien Président du Chili, a soutenu et défendu avec ardeur le processus de transition démocratique dans son pays. En guise de mention pour le travail accompli, il s'est vu attribuer l'autre prix.

Le prix 1998 a été décerné à Graça Machel, présidente de l'Organisation nationale des enfants du Mozambique pour son rôle éminent auprès des enfants de son pays affligés par la guerre et, parallèlement, pour son dévouement à la cause de l'éducation. Lloyd Axworthy, ministre des Affaires étrangères du Canada, s'est également vu attribuer le prix pour son travail remarquable dans la lutte pour bannir l'utilisation des mines anti-personnel à l'échelle internationale.

En 1999, l'engagement du commissaire européen, Emma Bonino, pour les grandes causes humanitaires à travers son intervention directe dans les pays déchirés par la guerre et auprès des populations les plus démunies, a été récompensé. L'autre prix a été remis à Abderrahman Youssoufi, Premier ministre du Royaume du Maroc et ardent défenseur des droits de l'homme dans les pays arabes. Son travail soutenu et inconditionnel pour la cause a ainsi été mis en relief.

Le prix Nord-Sud 2000 a été attribué à Marguerite Barankitse, responsable de centres d'accueil pour enfants au Burundi et Mário Soares, ancien Président de la République du Portugal. La première a su se démarquer à travers son dévouement pour la cause des enfants victimes de la guerre, notamment les orphelins. Mário Soares est reconnu pour sa lutte contre la dictature dans son pays. Suite à la révolution d'avril 1974, il a été nommé membre du gouvernement à plusieurs reprises et Président de la République au cours de deux mandats. Il a été président du Conseil des Sages du Conseil de l'Europe. Conseiller d'Etat depuis 1996, il est également parlementaire européen depuis 1999.

En 2001, c'est à Maria de Nazaré Gadelha Ferreira Fernandes, responsable juridique du Centre de défense des droits de l'homme du diocèse de Rio Branco, dans l'Etat d'Acre (Brésil) qu'a été décerné le prix. Son témoignage sur l'existence de groupes organisés d'extermination et de trafic de drogues

dans cet Etat lui a valu de sérieuses menaces. Le prix a également été attribué à Cornelio Sommaruga, docteur en droit, ancien président du Comité international de la Croix-Rouge et ardent défenseur du processus d'Ottawa et expert de la problématique des mines.

C'est à Albina du Boisrouvray, fondatrice et présidente de l'Association François-Xavier Bagnoud et à Xanana Gusmão, Président de la République démocratique du Timor-Est que le jury a décidé d'attribuer le prix Nord-Sud 2002. Mme du Boisrouvray est connue pour son action sur différents continents, notamment au niveau de la protection des enfants orphelins et malades du sida.

Xanana Gusmão, leader de la résistance timoraise de 1979 à 1999, est reconnu comme un fervent partisan de l'Etat de droit, de la démocratie pluraliste et du respect des droits de l'homme.

En 2003, le jury a honoré les parlementaires avec l'attribution du prix Nord-Sud à Frene Ginwala, Présidente du Parlement sud-africain et à António de Almeida Santos, ancien Président de l'Assemblée nationale portugaise. Militante du mouvement anti-apartheid, Frene Ginwala a été contrainte pendant de longues années à l'exil. De retour au pays, après la démocratisation de l'Afrique du Sud, elle a été élue membre du Parlement en 1994, avant d'en devenir la Présidente. Co-présidente de Global Coalition for Africa et membre du Groupe des Sages chargé du développement africain auprès du Secrétaire Général des Nations Unies, elle est également la principale animatrice du processus de création du Parlement panafricain.

Avocat de 1953 à 1974 au Mozambique, António de Almeida Santos voit sa candidature à l'Assemblée nationale annulée par deux fois par l'Administration coloniale de par ses prises de position en faveur du droit à l'autodétermination et à l'indépendance. Ministre des gouvernements provisoires et des gouvernements constitutionnels, il a joué un rôle important dans les révisions constitutionnelles de 1982 et 1988/89. De 1995 à 2001, il est Président de l'Assemblée parlementaire portugaise après une carrière remarquable en tant que parlementaire et leader du parti socialiste portugais.



# João Bosco Mota Amaral

## Président de l'Assemblée de la République du Portugal



Monsieur le Président de la République,  
Mesdames et Messieurs,

L'Assemblée de la République est associée, depuis la première heure, au prix attribué chaque année par le Centre Nord-Sud du Conseil de l'Europe, destiné à récompenser des personnalités particulièrement actives dans le dialogue et la coopération entre les deux hémisphères.

La création du Centre Nord-Sud, organisme spécialisé du Conseil de l'Europe, a été elle-même particulièrement encouragée ici.

L'entrée du Portugal dans le Conseil de l'Europe, survenue immédiatement après la mise en place de nos institutions démocratiques, issues de la révolution du 25 avril, a été marquée par une ouverture d'horizons vers l'Afrique et l'Amérique latine, où le poids de la lusophonie est particulièrement significatif. Ce n'est donc pas par hasard que le Centre Nord-Sud en est venu à avoir ses locaux à Lisbonne.

Il est souhaitable que les représentants de l'Etat portugais auprès des différentes instances du Conseil de l'Europe prêtent une attention diligente aux activités du Centre, et qu'ils veillent à ce que soient garantis, chaque année, les moyens nécessaires à son action.

Il n'y a que comme cela que le Centre Nord-Sud peut inscrire une présence active du Conseil de l'Europe et de ses idéaux programmatiques de promotion des droits de l'homme, de démocratie et d'Etat de droit dans les pays africains et latino-

américains désireux de recevoir un soutien dans ces domaines fondamentaux.

L'expérience accumulée par le Conseil de l'Europe, quant à son objectif fondateur, a été d'une importance majeure pour la réorganisation démocratique des pays d'Europe centrale et de l'Est, lesquels ont accédé à la liberté et à l'indépendance nationale après la victoire sur le communisme et l'Union soviétique, à la fin de la guerre froide.

L'effort permanent déployé par les démocrates africains et latino-américains pour renforcer la démocratie dans leurs pays mérite un encouragement et un soutien désintéressés du vieux continent. Ce dernier ne dispose pas d'institution plus reconnue ni plus crédible que le Conseil de l'Europe pour accomplir cette tâche, au travers notamment du Centre Nord-Sud.

Monsieur le Président de la République,  
Mesdames et Messieurs,

Nous voilà réunis aujourd'hui en l'honorable présence du chef de l'Etat, que l'Assemblée de la République accueille toujours à bras ouverts, dans le respect et la cordialité, pour la remise du prix Nord-Sud 2003 du Conseil de l'Europe, attribué, comme à l'accoutumée, à des représentants des deux côtés du monde : Mme Frene Ginwala, Présidente du Parlement de l'Afrique du Sud, et M. António de Almeida Santos, mon illustre prédécesseur à la présidence du Parlement du Portugal.

Les lauréats ont tous deux effectué un parcours impressionnant au service de la cause des droits de l'homme et du dialogue Nord-Sud.

Mme Frene Ginwala évoque instantanément la lutte héroïque contre le régime raciste et criminel de l'apartheid. Mais la sage construction d'une démocratie pluraliste qui a suivi, vouée à la réconciliation de tous face aux erreurs du passé et à la jonction des énergies pour le développement d'une véritable société multiraciale, est peut-être non moins louable.

Le Parlement sud-africain et sa Présidente ont joué dans ce processus un rôle très méritoire. Le développement socio-économique et la stabilité démocratique de la République d'Afrique du Sud est une garantie de sécurité pour une région qui revêt une importance stratégique évidente pour toute l'Europe.

Nos deux pays frères, l'Angola et le Mozambique, en retirent également des avantages évidents.

Le Mozambique - ce nom est associé de manière indélébile à l'ancien Président António de Almeida Santos, l'autre lauréat du prix Nord-Sud 2003.

Il est à la fois une grande figure d'ici et de là-bas. S'il est sans aucun doute cent pour cent portugais, il est aussi au moins quatre-vingt pour cent mozambicain. Il a aidé les nationalistes africains dans leur lutte contre le colonialisme, en les défendant à la barre des tribunaux. En tant que ministre de la Coordination interterritoriale de plusieurs gouvernements provisoires pendant la période révolutionnaire, son intervention, dans les conditions difficiles de l'époque, a été décisive pour la décolonisation de l'empire et la structuration initiale des nouveaux Etats lusophones.

Plus récemment, en tant que Président de l'Assemblée de la République, il a encouragé la création du Forum des présidents des parlements des pays de langue portugaise, dont il a été le premier instigateur. L'idée s'est révélée si féconde qu'au cours des dix-huit derniers mois le Forum a franchi des étapes décisives vers sa transformation en un organisme de représentation plurielle de ces mêmes parlements, en vue de la future création d'une véritable Assemblée parlementaire de la communauté des pays de langue portugaise.

Parallèlement, M. Almeida Santos a mis en place un système efficace de coopération technique entre les parlements lusophones, dont celui du Timor-Est qui a fort heureusement vu le jour entre-temps. Les programmes se poursuivent et se développent sur les bases établies, avec des avantages pratiques manifestes pour les différentes parties impliquées.

L'évocation ici des mérites de l'ancien Président Almeida Santos en matière de promotion du dialogue Nord-Sud se doit d'être synthétique. Très sincèrement, je dois dire qu'il y a selon moi bien peu de hauts responsables portugais ayant œuvré autant que lui pour aider l'Afrique et les Africains à s'engager sur la voie de la liberté, du progrès et de la justice sociale.

Monsieur le Président de la République,  
Mesdames et Messieurs,

Le prix Nord-Sud 2003 va honorer cette année deux illustres parlementaires représentant la République d'Afrique du Sud et le Portugal.

Mme Frene Ginwala et M. Almeida Santos se sont employés toute leur vie, avec enthousiasme et sacrifice, à mener à bien leurs rêves d'une société pleinement respectueuse des droits de l'homme.

Mais la récompense qui leur est attribuée à juste titre aujourd'hui, et pour laquelle je les félicite tous deux vivement, honore aussi leurs pairs de leurs parlements respectifs - et honore ces mêmes parlements qui, par le biais de si illustres membres, s'imposent comme les institutions fondamentales de l'entente civique pour la dignité de la personne humaine, pour la démocratie politique, pour la primauté du droit, pour les valeurs fondatrices de nos sociétés libres.

# João Bosco Mota Amaral

## Presidente da Assembleia da República de Portugal

Senhor Presidente da República  
Minhas Senhoras e  
Meus Senhores:

A Assembleia da República está associada, desde a primeira hora, ao prémio anualmente atribuído pelo Centro Norte-Sul do Conselho da Europa, destinado a galardoar personalidades especialmente empenhadas no diálogo e na cooperação entre os dois hemisférios.

A própria criação do Centro Norte-Sul, organismo especializado do Conselho da Europa, foi daqui também especialmente impulsionada.

A entrada de Portugal no Conselho da Europa, alcançada logo após a implantação das nossas instituições democráticas, resultantes da Revolução do 25 de Abril, tinha de ser assinalada com um rasgar de horizontes para a África e para a América Latina, onde o peso da lusofonia é especialmente significativo. E não foi por acaso que o Centro Norte-Sul veio a ter as suas instalações em Lisboa.

É desejável que os representantes do Estado Português nas diversas instâncias do Conselho da Europa mantenham diligente atenção às actividades do Centro, velando para que lhe sejam garantidos, em cada ano, os meios necessários à sua actuação.

Só assim o Centro Norte-Sul pode marcar uma presença activa do Conselho da Europa e dos seus ideais programáticos, de promoção dos Direitos Humanos, da Democracia e do Estado de Direito, nos países africanos e latino-americanos porventura desejosos de apoio nestes domínios fundamentais.

A experiência acumulada pelo Conselho da Europa, quanto ao seu escopo fundacional, tem sido importantíssima para a reorganização democrática dos países do centro e leste europeu, que acederam à liberdade e à independência nacional após a vitória sobre o comunismo e a União Soviética, no fim da Guerra Fria.

O permanente esforço que os democratas africanos e latino-americanos fazem para fortalecerem a democracia nos seus países merece o desinteressado estímulo e apoio do Velho Continente. E dentro deste não há instituição mais credenciada nem mais credível para tais tarefas do que o Conselho da Europa, através nomeadamente do Centro Norte-Sul.

Senhor Presidente da República  
Minhas Senhoras e  
Meus Senhores:

Reunimo-nos hoje aqui, com a honrosa presença do Chefe do Estado, que a Assembleia da República acolhe sempre de braços abertos, respeitosa e cordialmente, para a entrega do Prémio Norte-Sul 2003, do Conselho da Europa, atribuído, como de costume, a entidades dos dois lados do Mundo: a Senhora Dr<sup>a</sup> Frene Ginwala, Presidente do Parlamento da África do Sul e o Senhor Dr António de Almeida Santos, meu ilustre antecessor imediato como Presidente do Parlamento de Portugal.

Ambos os galardoados têm uma folha de serviços impressionante à causa dos Direitos Humanos e do diálogo Norte-Sul.

A Senhora Dr<sup>a</sup> Frene Ginwala evoca logo a heróica luta contra o criminoso regime racista do apartheid. Mas não terá talvez valor menor a sábia construção posterior de uma democracia pluralista, empenhada na reconciliação de todos quanto aos erros do passado e na junção de energias para o progresso de uma verdadeira sociedade pluri-racial.

O Parlamento Sul-Africano e a sua Presidente têm tido neste processo um desempenho muito louvável. O desenvolvimento económico-social e a estabilidade democrática da República da

África do Sul é uma garantia de segurança para uma zona de importância estratégica evidente para toda a Europa.

Disso tirarão também óbvias vantagens os nossos dois países-irmãos, Angola e Moçambique.

Moçambique - este nome associa-se indelevelmente ao antigo Presidente António de Almeida Santos, o outro galardoado com o Prémio Norte-Sul 2003.

Ele é, simultaneamente, uma grande figura de cá e de lá. Se é, sem dúvida, cem por cento português, será pelo menos oitenta por cento moçambicano. Ajudou os nacionalistas africanos na sua luta contra o colonialismo, defendendo-os na barra dos tribunais. Como Ministro da Coordenação Inter-Territorial, em vários governos provisórios, no período revolucionário, teve decisiva intervenção, nas difíceis condições da época, na descolonização do império e na estruturação inicial dos novos estados lusófonos.

Em tempos mais recentes, no desempenho da magistratura presidencial, na Assembleia da República, promoveu a criação do Fórum dos Presidentes dos Parlamntos dos Países de Língua Portuguesa e foi o seu primeiro dinamizador. A ideia revelou-se tão proficua que no último ano e meio o Fórum pôde dar passos firmes no sentido da sua transformação num organismo de representação plural dos mesmos parlamentos, tendo em vista a futura institucionalização de uma verdadeira Assembleia Parlamentar da Comunidade dos Países de Língua Portuguesa.

Em paralelo, o então Presidente Almeida Santos estabeleceu um eficaz esquema de cooperação técnica entre os parlamentos lusófonos, incluindo o de Timor-Leste, entretanto e felizmente nascido. Sobre as bases lançadas, os programas prosseguem e ampliam-se, com reconhecidas vantagens práticas para as partes envolvidas.

A referência aos méritos do antigo Presidente Almeida Santos na promoção do diálogo Norte-Sul tem aqui de ser sintética. Muito sinceramente devo dizer que julgo haver bem poucos

altos responsáveis portugueses que tanto tenham laborado como ele para ajudar a África e os africanos a caminharem no sentido da liberdade, do progresso e da justiça social.

Senhor Presidente da República  
Minhas Senhoras e  
Meus Senhores:

O Prémio Norte-Sul 2003 vai este ano honrar dois ilustres parlamentares, da República da África do Sul e de Portugal.

Foi a Dr<sup>a</sup> Frene Ginwala e foi o Dr Almeida Santos que trabalharam a vida toda, com entusiasmo e sacrifício, para levarem por diante os seus sonhos de uma sociedade plenamente respeitadora dos Direitos Humanos.

Mas o galardão que justamente lhes é agora atribuído e pelo qual efusivamente felicito ambos, honra também os seus pares nos respectivos parlamentos - e honra os mesmos parlamentos, por via de tão ilustres membros evidenciados como instituições fulcrais do compromisso cívico pela dignidade da pessoa humana, pela democracia política, pelo primado do Direito, valores fundadores das nossas sociedades livres.

# Klaus Schumann

## Directeur général des affaires politiques, Conseil de l'Europe



Monsieur le Président de la République,  
Monsieur le Président de l'Assemblée de  
la République,  
Distingués lauréats,  
Excellences,  
Mesdames et Messieurs,

C'est un grand honneur de participer, au  
nom du Secrétaire Général du Conseil de  
l'Europe, à la présente cérémonie.

Après les deux guerres meurtrières et les sinistres expériences de régime autoritaire et totalitaire qu'a connues l'Europe pendant la première moitié du 20<sup>e</sup> siècle, le Conseil de l'Europe fut créé en 1949 pour bâtir une nouvelle Europe, une Europe de paix et de solidarité s'appuyant sur des valeurs, des principes et des règles partagées. Dès lors, sa principale mission fut de veiller à la conduite de ses membres en matière de démocratie et de droits de l'homme et, le cas échéant, de l'améliorer. Avec la chute du mur de Berlin en 1989, le Conseil de l'Europe a de nouveau été amené à jouer un rôle d'initiateur, cette fois pour promouvoir la transition vers la démocratie sur l'ensemble du continent.

Voilà la raison d'être du Conseil de l'Europe, voilà aussi la raison d'être de l'engagement personnel et politique des deux lauréats d'aujourd'hui.

En avril 2004, le Portugal célébrera le 30<sup>e</sup> anniversaire de sa transition d'un régime totalitaire vers la démocratie. Au même moment, l'Afrique du Sud célébrera le 10<sup>e</sup> anniversaire de la naissance de la démocratie dans le pays de l'apartheid - un événement historique sur le continent africain. C'est un grand honneur et une grande satisfaction pour le Conseil de l'Europe et

son Centre Nord-Sud de décerner aujourd'hui le prix Nord-Sud à deux personnalités ayant joué un rôle majeur dans l'avènement de la démocratie, des droits de l'homme et de l'Etat de droit dans leurs pays.

Madame la Présidente Frene Ginwala,

Pendant longtemps, l'Afrique du Sud a été connue comme le pays de l'intolérance et de la discrimination raciale. Aujourd'hui, le monde entier la regarde comme un modèle de réconciliation. La Commission de la vérité et le consensus national pour regarder le passé en face constituent un modèle, qui surpasse de loin la réalité de certaines situations postconflituelles en Europe.

Si ce miracle sud-africain a été possible, c'est en grande partie grâce à l'Ubuntu - l'humanisme - qui caractérise le peuple d'Afrique du Sud, mais aussi à la vision, l'attachement aux droits de l'homme et le courage politique de personnalités telles que Nelson Mandela, Desmond Tutu, Frederick De Klerk et vous-même, Madame Frene Ginwala.

La route qui a mené votre pays vers la démocratie a été longue et semée d'embûches. Nous gardons tous en mémoire les lois ségrégationnistes de l'ancien régime qui condamnaient la majorité de la population à vivre dans un no man's land. Nous gardons en mémoire les abus d'un régime basé sur la négation du principe essentiel de notre engagement à l'égard des droits de l'homme, qui stipule que «tous les hommes naissent libres et égaux».

En 1960, vous avez décidé de quitter l'Afrique du Sud. Vous êtes venue en Europe pour témoigner des souffrances de votre peuple. Vous êtes devenue l'un des principaux porte-parole de vos millions de compatriotes privés de liberté d'expression. À une époque où ce concept était encore tabou, vous avez plaidé en faveur d'une intervention humanitaire pour mettre fin à un régime qualifié par les Nations Unies de «crime contre l'humanité».

Au bout de trente années d'exil, et dès les premiers signes d'une ouverture politique, vous êtes retournée dans votre pays. Aux côtés de Nelson Mandela, vous avez pris part aux négocia-

tions destinées à mettre un terme à la violence et à normaliser la vie politique sud-africaine. Vous avez mis votre expérience et vos convictions au service de l'élaboration d'une Constitution marquée du sceau de la tolérance, de l'ouverture et du respect des droits de tous. Et si la Constitution sud-africaine est reconnue aujourd'hui comme un document qui tient compte des droits des femmes, c'est grâce à vos efforts. Grâce à vous, les questions liées au sexe ont été placées à l'ordre du jour des discussions qui ont mené à la mise en place des nouvelles institutions. Sur ce point encore, l'Afrique du Sud donne l'exemple à suivre.

En tant que membre du Parlement, et sa Présidente, vous n'avez jamais cessé d'œuvrer pour le renforcement de la réconciliation nationale et l'instauration d'institutions démocratiques.

Pour la région et l'ensemble du continent, vous représentez aussi aujourd'hui l'une des voix de l'Afrique. Une voix qui appelle à la paix, à la démocratie, et à la bonne gouvernance. C'est dans cet esprit que vous avez entrepris de créer une Assemblée parlementaire panafricaine réunissant les représentants élus du continent tout entier.

Vous avez obtenu l'assurance de la sympathie et l'entier soutien dans votre effort du Conseil de l'Europe et de son Assemblée parlementaire en la personne de son Président, M. Schieder, en mars dernier au Cap.

Le Conseil de l'Europe a toujours suivi les développements politiques en Afrique du Sud. Durant l'apartheid, notre Assemblée parlementaire a condamné la politique ségrégationniste du régime en place dans de nombreuses résolutions et recommandations. Et c'est avec une grande joie que notre Organisation a accueilli la naissance de la démocratie dans votre pays. Dès le début de la transition constitutionnelle, la Commission de Venise du Conseil de l'Europe pour «la démocratie par la loi» a été amenée à formuler des avis dans le cadre de l'élaboration de la Constitution finale de l'Afrique du Sud démocratique. Pas plus tard que la semaine prochaine, la Commission de Venise participera à Johannesburg à une réunion des présidents des cours suprêmes d'Afrique australe qui entreprennent de mettre en

place, sur l'exemple de la Commission de Venise, une «Commission des juges» pour la région d'Afrique australe.

Comme vous pouvez le constater, Madame la Présidente Frene Ginwala, le Conseil de l'Europe partage votre attachement à la démocratie, aux droits de l'homme et à l'Etat de droit comme moyens d'accéder à la réconciliation du continent tout entier, à la paix, à la coopération et à la prospérité.

Monsieur Almeida Santos,

Vous avez été un pionnier du développement de l'histoire récente du Portugal, de sa transition vers la démocratie et de son intégration dans les structures européennes.

Alors que vous exerçiez comme avocat à Lourenço Marques (Mozambique) de 1953 à 1974, vous avez appartenu au Groupe des démocrates du Mozambique. Dès 1971, vous avez lancé dans l'une de vos publications un appel visionnaire à la décolonisation des colonies portugaises.

Lors des transformations historiques que le Portugal a connues dès 1974, vous avez joué un rôle actif dans la transition démocratique de votre pays et la modernisation de ses institutions. En tant que membre de plusieurs gouvernements et Président du Parlement portugais, vous avez joué un rôle majeur dans un certain nombre de révisions constitutionnelles.

Ces réformes ont consolidé l'Etat de droit et placé les Conseils portugais de la magistrature au centre du pouvoir judiciaire. La révision constitutionnelle de 1982 a redéfini le partage démocratique du pouvoir politique. Celle de 1989 a adapté le système économique portugais aux exigences de l'intégration européenne. Les révisions ultérieures de 1992 et 1997 ont affermi la position du Portugal dans le processus de construction et d'intégration européenne. Elles ont défini les pouvoirs législatifs du Parlement portugais.

Défenseur convaincu de la construction européenne, vous avez toujours été de ceux qui élèvent leur voix pour dire que notre

continent doit être ouvert et faire face à ses responsabilités historiques envers le monde. Et vous ajoutez que l'Europe ne peut convaincre et maintenir son autorité morale qu'à condition d'être prête à défendre les droits de l'homme où qu'ils soient menacés, et surtout à garantir - sur son propre sol - le respect des droits et des devoirs inscrits dans la Convention européenne des droits de l'homme. Ces obligations découlant de la Convention européenne s'appliquent à toute personne vivant, restant et travaillant dans les 45 Etats membres du Conseil de l'Europe.

Vous êtes également un fervent défenseur du partenariat de l'Europe avec ses voisins du pourtour méditerranéen, qui constitue un important facteur de développement, de démocratisation et de paix dans cette région fragile. Vous évoquez les mêmes responsabilités historiques de l'Europe envers d'autres régions du monde, et notamment l'Afrique.

Si les activités du Conseil de l'Europe, conformément à son mandat général, se limitent géographiquement à l'Europe, le Centre Nord-Sud, ou mieux, le Centre pour l'interdépendance et la solidarité mondiales, est pour nous un forum de dialogue et d'échange et un partenaire actif de la coopération, en particulier avec le bassin méditerranéen et l'Afrique.

Dans ce contexte, le Forum de Lisbonne joue un rôle d'une importance particulière. Le thème des débats d'aujourd'hui et de demain, «migrations et droits humains : le dialogue Nord-Sud», a une signification importante pour les 45 Etats membres du Conseil de l'Europe parce qu'une gestion harmonieuse de flux migratoires est l'un des enjeux majeurs auxquels sont confrontées nos sociétés aujourd'hui.

Pour mener à bien sa mission qui consiste à contribuer de manière significative à ce partenariat en faveur de la démocratie et des droits de l'homme, le Centre Nord-Sud, et nous lui en sommes très reconnaissants, a toujours pu et peut compter sur le soutien sans réserve de notre pays d'accueil, le Portugal, son Gouvernement et son Parlement.

En tant qu'ancien Président de l'Assemblée, Monsieur Almeida Santos, vous avez toujours apporté votre soutien au

Centre, à sa capacité à établir des ponts et à être le partenaire du dialogue mondial et méditerranéen.

Le Conseil de l'Europe et son Centre Nord-Sud sont donc heureux et honorés de décerner le prix 2003 à deux personnalités aussi exceptionnelles du Sud et du Nord, qui ont marqué l'histoire de leurs pays respectifs et qui sont fortement attachées à l'idée d'un monde entièrement basé sur le respect de valeurs et de principes partagés, sur le respect de la dignité humaine.

# **Klaus Schumann**

## **Director General of Political Affairs, Council of Europe**

Mr President of the Republic,  
Mr President of the Assembly of the Republic,  
Distinguished Prize Winners,  
Excellencies,  
Ladies and Gentlemen,

It is a great honour to participate, on behalf of the Secretary General of the Council of Europe, at the present ceremony.

After two murderous wars and Europe's disastrous experiences of authoritarian and totalitarian rule during the first half of the 20<sup>th</sup> century, the Council of Europe was set up in 1949 to build a new Europe, a Europe of peace and prosperity based on common values, principles and rules. Subsequently its main mission was to watch over and improve the democratic and human rights conduct of its members. With the fall of the Berlin Wall, in 1989, the Council of Europe once again became a pioneer, this time to promote the transition towards democracy throughout the whole continent.

Here lies the "raison d'être" of the Council of Europe, here also lies the "raison d'être" of the personal and political commitment of today's prize winners.

In April 2004, Portugal will celebrate the 30<sup>th</sup> anniversary of its transition from authoritarian to democratic rule. At the same time, South Africa will celebrate the 10<sup>th</sup> anniversary of the birth of democracy in the land of apartheid - a historical event on the African continent. It is a great honour and satisfaction for the Council of Europe and its North-South Centre to award today the North-South Prize to two personalities who have played a major role in the development of democracy, human rights and the rule of law in their countries.

Madame Speaker Ginwala,

For a long time South Africa was known as the country of intolerance and racial discrimination. Today the whole world looks at it as a model of reconciliation. The "Truth Commission" and the national consensus to face the past has set an example, which is far ahead of the reality of certain post-conflict situations in Europe.

If this South African miracle was possible, it is largely thanks, not only to the Ubuntu - humanism - that characterizes the people in South Africa, but also to the vision, commitment to human rights and political courage of personalities like Nelson Mandela, Desmond Tutu, Frederick De Klerk and yourself, Mrs Frene Ginwala.

Your country's road to democracy was long and fraught with danger. We all remember the old regime's segregationist laws that condemned the majority of the population to live in no-man's land. We remember the abuses of a regime founded on the negation of the basic rule of our common human rights commitment, which stipulates that "all men are born free and equal".

In 1960, you decided to leave South Africa. You came to Europe to bear witness of the suffering of your people. You became one of the main spokespersons for the millions of your compatriots who were deprived of freedom of expression. At a time when the concept was still taboo, you advocated the need for humanitarian intervention to put an end to a regime qualified by the United Nations as a "crime against humanity".

After 30 years of exile and at the first signs of political opening you returned to your country. Alongside Nelson Mandela, you took part in the negotiations to end violence and to normalise South African political life. You committed your experience and convictions to drawing up a constitution marked by the stamp of tolerance, openness and respect for the rights of all. And if the South African constitution is recognised today as a document that values women's rights, it is thanks to your efforts. Thanks to you, gender issues became part of the agenda during the discussions that led to the setting-up of the new institutions. Here again, South Africa set an example to be followed.

As a member of Parliament, and its Speaker, you never ceased to work towards the strengthening of national reconciliation and the implementation of democratic institutions.

For the region and the whole continent you are also considered today as one of the voices of the new Africa. A voice that calls for peace, democracy and good governance. It is in this spirit that you took the initiative to set up a Pan-African Parliamentary Assembly to bring together the elected representatives from the whole continent.

You have been assured of the full sympathy of and support for this endeavour by the Council of Europe and its Parliamentary Assembly by President Schieder last March in Cape Town.

The Council of Europe has always been following political developments in South Africa. During the time of apartheid, our Parliamentary Assembly condemned the ruling regime's segregation policy in a number of resolutions and recommendations. And it was with great joy that our Organisation welcomed the birth of democracy in your country. From the outset of the constitutional transition the Council of Europe's Venice Commission "Democracy through Law" was associated with advice and the drafting of the final Constitution of democratic South Africa. And not later than next week, the Venice Commission will participate in Johannesburg at a meeting of Chief Justices of Southern Africa who take the initiative to set up, on the model of the Venice Commission, a "Judges Commission" for the Southern Africa region.

As you can see, Madame Speaker Ginwala, the Council of Europe shares with you the common commitment to democracy, human rights and the rule of law as a means for continent-wide reconciliation, peace, co-operation and prosperity.

Mr Almeida Santos,

You have been a pioneer in the development of Portugal's recent history, its transition towards democracy and its integration into European structures.

As a lawyer in Lourenço Marques (Mozambique) from 1953 to 1974, you belonged then to the Group of Democrats of Mozambique. Already in 1971, you launched a visionary appeal for the decolonization of the Portuguese colonies in one of your publications.

With the historic developments in Portugal since 1974 you have played an active role in your country's democratic transition and in the modernisation of its institutions. As a member of several governments and Speaker of the Portuguese Parliament, you played a major role in a number of constitutional revisions.

These reforms reinforced the rule of law and placed the Portuguese Councils of Magistrates at the centre of the jurisdictional power. The constitutional revision of 1982 redefined the democratic political power-sharing. That of 1989 adapted the Portuguese economic system to the necessities of European integration. The subsequent revisions in 1992 and 1997 further asserted Portugal's place in the process of European construction and integration. They laid down the legislative powers of the Portuguese Parliament.

As a committed advocate of European construction, you have always been among those who raised their voices to say that our continent must be open and stand up to its historical responsibilities towards the world. And you added that Europe can only be convincing and maintain its moral authority if it is prepared to defend human rights wherever they are threatened and above all to ensure - on its own soil - the respect for the rights and duties enshrined in the European Convention of Human Rights. Those obligations under the European Convention have to be applied for any person living, staying, and working in all of the 45 Council of Europe member states.

You are also a fierce advocate of Europe's partnership with its neighbours in the Mediterranean, as an important factor for development, democratisation and peace in this fragile region. And you recall the same historical responsibilities of Europe towards other parts of the world, and in particular Africa.

If the Council of Europe's general mandate for its activities finds its statutory limits within the geographical area of Europe, the North-South Centre, or better the Centre for Global Interdependence and Solidarity, fortunately provides us with a forum for dialogue and exchange, as well as with an active partner for co-operation with, in particular, the Mediterranean and Africa.

In this context the Lisbon Forum plays a particular important role. The topic of today's and tomorrow's deliberations "Migrations and Human Rights: North-South Dialogue" is of great significance for all the 45 member states of the Council of Europe because a harmonious management of migratory flows is one of the major challenges to our present day societies.

In order to succeed in its mission to make a significant contribution to this partnership in support of democracy and human rights, the North-South Centre, and we are most grateful for this, could and can always count on the full support of our host country Portugal, its government and parliament.

As a former Speaker, Mr Almeida Santos, you have always supported the Centre and its role as a bridge-builder and partner in the global and Mediterranean dialogue.

The Council of Europe and its North-South Centre is, therefore, pleased and honoured to award the 2003 Prize to two such exceptional personalities from the South and the North who marked the history of their respective countries and who are strongly committed to the One World concept based on the respect of common values and principles, on the respect of human dignity.



# Miguel Angel Martínez

## Président du Conseil exécutif du Centre Nord-Sud du Conseil de l'Europe



Messieurs les Présidents de la République et de l'Assemblée de la République,  
Madame et Monsieur les lauréats du prix Nord-Sud 2003,  
Mesdames et Messieurs,  
mais surtout, surtout, très chers amis,

C'est avec une émotion toute particulière que je prends aujourd'hui la parole lors de cette cérémonie où nous allons décerner les prix Nord-Sud pour l'année 2003. Ce cadre imposant qu'est l'hémicycle de l'ancien Sénat du Portugal, cette assistance constituée de femmes et d'hommes qui partagent les valeurs et la raison d'être du Conseil de l'Europe et de notre Centre Nord-Sud, l'amitié sincère que je porte à tous ceux que j'accompagne à la tribune, l'admiration que je voue à Mme Frene Ginwala et à M. António de Almeida Santos... Tout cela suffirait largement pour toucher les plus profonds sentiments de celui qui aura été presque dix ans le président du Conseil exécutif du Centre européen pour l'interdépendance et la solidarité mondiales.

Mais, bien sûr, il y a plus que cela : Georges Moustaki, ce merveilleux trait d'union entre le Sud et le Nord de notre Méditerranée nous disait jadis en chantant sa solitude : «Je m'en suis fait presque une amie, une douce habitude». C'est un peu cela que j'ai été amené à ressentir par rapport à cette cérémonie annuelle de notre prix, «presque une amie, une douce habitude». Pourtant, à l'heure où je quitte la présidence du Centre, je dois bien me faire une raison : ce neuvième exercice - ce neuvième prix Nord-Sud - sera mon petit dernier. N'empêche que, même si j'en ai vu d'autres, j'en suis fort ému, vous dis-je, et j'en éprouve déjà une certaine nostalgie.

Je me dis pourtant que personne n'aurait pu imaginer un meilleur scénario pour quitter la scène : partir en ayant le privilège de participer une neuvième fois à un événement comme celui-ci, dans ce cadre, en cette compagnie... Tout cela fait qu'il n'y pas que de l'émotion dans ce que je vous dis : il y a aussi une immense reconnaissance pour m'avoir permis de vivre jusqu'à ce jour cette superbe aventure dont le prix Nord-Sud est l'un des principaux jalons.

Aussi, je vous invite à rebrousser le temps pour passer en revue ici même certains des lauréats et des lauréates qui ont contribué à rendre ce prix important, vraiment important. Je ne rappellerai que quelques noms, tout en demandant d'ores et déjà pardon à ceux que je ne citerai pas : Graça Machel et Vera Duarte, Cornelio Sommaruga et Abderrahman Youssoufi, Patricio Aylwin et Peter Gabriel, Danielle Mitterrand et Mary Robinson, Xanana Gusmão et Mario Soares, et puis les femmes algériennes en lutte contre l'intégrisme religieux au risque de leur vie... N'importe qui parmi nous aurait donné très cher pour appartenir à une si belle équipe : le Centre a su bien choisir ses lauréats et ses lauréates : en les honorant de notre prix, il s'est honoré lui-même pour toujours.

Il est vrai qu'en plaçant aussi haut la barre de ses exigences, le jury doit faire chaque année un gros effort pour effectuer le choix le plus juste parmi les nombreuses candidatures qui nous parviennent de partout. Or je pense, en toute franchise, que malgré la difficulté du défi, une fois de plus on a réussi à aller encore de l'avant. On a ainsi retenu une femme et un homme dont les noms s'inscrivent en toute dignité dans l'équipe dont je viens de vous parler : l'une venant du monde en développement, l'autre appartenant au monde industrialisé ; chacun représentant le meilleur du Sud et le meilleur du Nord ; les deux se rejoignant au bout de longues années d'efforts en vue de bâtir une société plus libre, plus juste, plus solidaire ; l'un et l'autre pouvant fort bien illustrer, par ce qu'ils ont vécu, ce que le Conseil de l'Europe et notre Centre conçoivent comme un ordre basé sur l'Etat de droit, le respect des droits de la personne et la justice sociale.

Mme Ginwala est actuellement Présidente du Parlement sud-africain. Il pourra paraître étrange de m'entendre dire qu'elle est

plus que cela. En vérité, c'est probablement parce qu'elle a été beaucoup avant cela qu'elle a pu accéder à une responsabilité aussi élevée dans son pays. À ce propos, pour la plupart d'entre nous - notamment pour ceux de ma génération - l'Afrique du Sud était plus qu'un pays. C'était une cause, c'était un drapeau, c'était une raison de mobilisation, de lutte. C'était un symbole qui est devenu humain et a acquis des visages et des voix lorsque nous avons rencontré des gens comme Frene Ginwala et ses amis. Le régime de l'apartheid ne se contentait pas de diviser les gens sur le terrain. Il divisait les gens dans le monde entier. D'un côté, on pouvait voir un certain nombre de gens faire preuve de compréhension et tirer profit d'un système qui, selon eux, «méritait qu'on lui donne sa chance car, d'une certaine manière, il apportait une stabilité et une sorte de développement prospère». De l'autre côté, nous étions très nombreux à le refuser, à le voir comme une créature monstrueuse, non seulement source d'une énorme souffrance et d'injustice pour les gens qui le subissaient, mais aussi créant un précédent qui se dressait contre tout principe de liberté, d'égalité, et de fraternité. Contre tout principe de solidarité humaine et de civilisation.

Frene Ginwala a été à bien des égards une représentante fidèle de la résistance sud-africaine contre l'apartheid. Nous avons entendu parler d'elle comme jeune organisatrice de la lutte clandestine contre l'apartheid dans son pays. Nous avons assisté à son action sans relâche à la tête du Congrès national africain en Grande-Bretagne, alors qu'elle était forcée de vivre en exil. À cette époque, il était fréquent de voir des Africains, des Asiatiques et des Sud-américains organiser la lutte pour la liberté et la dignité à partir de l'étranger. Mais cela était aussi le lot d'Européens, en l'occurrence des Grecs, des Portugais, des Espagnols et de quelques autres, qui étaient victimes à la fois de la dictature et d'un certain paradoxe. Nos pays étaient censés faire partie de ce que l'on appelait le monde libre, mais nous étions obligés de mener une lutte très dure et souvent de payer un prix très cher, juste parce que nous voulions jouir de la liberté dans nos sociétés.

Pour en revenir à Mme Ginwala, c'était à cette époque une journaliste très perspicace et ses écrits ont été importants pour organiser ses compatriotes en Angleterre ainsi que pour mobili-

ser la solidarité de beaucoup d'entre nous en faveur d'une Afrique du Sud libre et démocratique.

Notre combat n'a jamais été facile. Le plus difficile a peut-être été de lutter contre une certaine opinion qui refusait d'envisager un avenir où l'Afrique du Sud serait un pays libre et démocratique où tout le monde bénéficierait des mêmes droits et des mêmes chances. Les «véritables responsables politiques» nous disaient que notre vision, celle-là même que nous avons empruntée à des amis comme Frene, n'était qu'un rêve, une utopie... Ici encore, l'histoire a prouvé qu'ils avaient tort et que nous avons raison. Une Afrique du Sud libre, démocratique, réconciliée, stable et juste n'était pas qu'un rêve, même si beaucoup en rêvaient depuis très longtemps.

Guidés par Nelson Mandela, les victimes de l'apartheid ont donné au monde l'une des plus encourageantes leçons de générosité, de cohérence, de bon sens politique et d'honnêteté. Au cours de la transition, Frene Ginwala a été l'une des principales figures qui ont enterré l'apartheid en Afrique du Sud comme un mauvais cauchemar et mis tout leur savoir et toute leur expérience au service de la construction d'une société nouvelle où chacun trouverait un espace pour vivre et s'épanouir, dans le respect de l'autre et dans le respect des règles de la démocratie.

En tant que dirigeante politique, en tant qu'organisatrice du mouvement, en tant que parlementaire, en tant que Présidente du Parlement de son pays, Frene Ginwala est un exemple, une source d'inspiration et, plus encore, une source de croyance et de foi dans les possibilités d'améliorer les choses, même lorsque cette mission semble presque impossible.

Il est un autre aspect du parcours de Mme Ginwala que je voudrais souligner : il s'agit du rôle qu'elle joue actuellement et qui répond à la nouvelle dimension de son pays aux niveaux régional et international. J'ai vu Frene Ginwala accueillir des réunions de l'Union interparlementaire et de l'Assemblée parlementaire paritaire ACP-UE. Elle a également accueilli des initiatives de notre Centre Nord-Sud dans son pays. Elle est devenue une responsable parlementaire et politique respectée internationalement, en première ligne des efforts de son pays pour une Union

africaine consolidée, et pour un ordre mondial plus juste. Des initiatives comme le Nepad, ou encore la résistance du monde en développement observée lors de la récente conférence de l'Organisation mondiale du commerce à Cancun, n'auraient pu voir le jour sans la mobilisation de l'Afrique du Sud, dont notre amie Frene Ginwala est une éminente représentante.

Tout cela pour dire qu'il existe quatre ou cinq Frene Ginwala qui mériteraient notre prix Nord-Sud. La jeune combattante pour la liberté résistant à l'apartheid chez elle. La combattante pour la liberté organisant l'ANC et la solidarité internationale de son exil en Grande-Bretagne. La combattante pour la liberté qui est rentrée pour participer, aux côtés de Nelson Mandela, à la réalisation du rêve démocratique d'une Afrique du Sud libre et plurielle. La combattante pour la liberté qui a conduit un parlement pluriel à consolider l'Etat de droit dans son pays... et la combattante pour la liberté qui rayonne bien au-delà des frontières de son pays, œuvrant pour une vie meilleure en Afrique et pour un ordre mondial plus humain, libre et prospère pour chacun d'entre nous.

C'est cette Frene Ginwala, la combattante pour la liberté, qui reçoit notre prix aujourd'hui. Une seule donc, mais qui vaut pour les cinq autres et peut-être plus. En la récompensant par l'intermédiaire de son Centre Nord-Sud, le Conseil de l'Europe s'honore lui-même. Et nous devons rappeler avec fierté que la position du Conseil de l'Europe en ce qui concerne l'Afrique du Sud et la lutte anti-apartheid - et plus encore la position de l'Assemblée parlementaire - n'a jamais recelé aucune ambiguïté. Parmi nous l'apartheid - comme l'antisémitisme et toutes les formes de racisme - a toujours été condamné de façon radicale, et un soutien accordé à ceux qui s'y opposaient. C'est ce qui a le plus compté, lorsqu'on sait que la politique d'un certain nombre de gouvernements des Etats membres était loin d'être ferme et même assez souple dans l'application des valeurs et des principes, à l'heure où il a fallu prendre position et intervenir vis-à-vis de l'Afrique du Sud de l'époque.

Que dire maintenant de notre ami, de notre maître, António de Almeida Santos ! Encore quelqu'un qui aura mérité notre prix Nord-Sud à plus d'un titre. En remontant dans le passé, nous voyons en lui le professeur enseignant dans une vision progres-

siste - libérale au sens le plus littéral du terme - à des promotions de jeunes juristes dans une université éloignée de la métropole, au Mozambique. Il fallait le faire : car ce n'était pas quelque chose d'évident que de parler là-bas de l'Etat de droit, des droits fondamentaux de la personne humaine, de laïcité et de modernité, tout cela en pleine dictature rance de Salazar. Nous voyons aussi en ce jeune professeur le ferment de l'action antifasciste dans le pays et outre-mer ; la révolte aussi contre la guerre coloniale, cruelle, injuste et ne menant nulle part.

Mais Almeida Santos fut encore l'un des principaux civils s'attelant au gouvernail du Portugal à l'heure de la Révolution des œillets pour lui éviter toute dérive malheureuse. Or ils n'étaient pas si nombreux que cela, ceux qui savaient où ils voulaient acheminer leur pays, identifiant d'ailleurs leur soif de liberté, de démocratie, de justice, de progrès en définitive, à l'idéal de la participation au processus de construction européenne, qui allait d'ailleurs vite démarrer avec l'entrée de leur pays au Conseil de l'Europe.

Almeida Santos a occupé par la suite nombre de ministères clés dans les premiers gouvernements de la jeune démocratie portugaise. Il a en particulier joué un rôle essentiel dans le processus de décolonisation. Il faut dire qu'il était bien équipé pour cela : des valeurs solides, un projet précis, la confiance, voire l'amitié de ses interlocuteurs, et puis l'expérience et le savoir-faire. Ce sont sans doute ses qualités de souplesse, de gentillesse, d'honnêteté, de rigueur, et un exceptionnel sens de l'humour, en plus de son bagage intellectuel et politique, qui ont fait d'Almeida Santos un excellent parlementaire et puis l'un des meilleurs présidents dont un parlement puisse rêver.

Nous l'avons connu au Portugal et à l'étranger, en particulier au sein de l'Union interparlementaire : un Portugais comme on les aime quand - et c'est bien mon cas - on aime très fort ce peuple et ce pays. Toujours regardant plus loin et plus haut que son nez. Jamais fixé sur son nombril dans une quelconque attitude provinciale, au sens mesquin de cette expression. Le Portugais sans complexes, connaissant aussi bien son histoire que sa géographie ; le Portugais citoyen du progrès, citoyen de l'Europe et citoyen du monde.

Nous qui avons eu le privilège d'accompagner le professeur Almeida Santos le long de son périple ces dernières décennies, nous savons bien qu'il y a eu dans sa vie des moments très durs. Il a su les surmonter avec un courage tout simplement exemplaire, aidant d'ailleurs admirablement ceux de ses proches qui souffraient avec lui à aller de l'avant.

Il y a enfin une dimension d'António de Almeida Santos que nous ne pouvons pas taire ni oublier, à l'heure où le Centre Nord-Sud lui accorde son prix. C'est que, pendant des années, il fut un ami absolument attentif et disponible à l'égard de notre Institution. Jamais un de nos appels n'est resté sans réponse de sa part, et c'est toujours avec générosité et sollicitude qu'il a, par exemple, offert le siège solennel de l'Assemblée de la République pour cette cérémonie, mais aussi pour n'importe quelle autre réunion de notre Centre, y compris des sessions ordinaires de nos organes statutaires. Notre prix pour António est donc un geste de reconnaissance particulière : reconnaissance dans les deux acceptions du mot, probablement celle de notre gratitude en tout premier lieu. Nous avons une maxime espagnole qui dit que "es de bien nacidos ser agradecidos". Or le Conseil de l'Europe et le Centre Nord-Sud se veulent certainement "bien nacidos". N'en déplaise à certains, qui avaient parus surpris lorsque, dans un certain débat précédant cette cérémonie, j'avais fortement plaidé en faveur de la reconnaissance comme un argument dont il faudrait tenir compte à l'heure de juger les uns et les autres.

Pour finir de parler de notre ami Almeida Santos, sur un ton moins formel, j'évoquerai en lui le citoyen brillant de tous les jours. Celui qui a chanté le fado de Coimbra, comme un vrai professionnel, ou l'écrivain qui a publié nombre de livres toujours profonds et en même temps toujours amusants. Je vous parlais il y a un moment de son sens de l'humour qui n'a de pareil que son sens de l'amitié. J'en veux pour preuve sa lettre de réponse à ma communication lui annonçant qu'on lui avait décerné le prix Nord-Sud 2003. Je ne résiste pas à la tentation de vous faire partager le texte de cette réponse :

*Mon cher ami,*

*J'ai reçu ton aimable lettre du trois courant, dans laquelle tu*

*me fais part de ta décision de m'attribuer le prix Nord-Sud.*

*C'est une marque d'amitié - d'amitié uniquement - qui me touche beaucoup.*

*Je ne sais pas si tu sais que j'ai toujours été hostile aux distinctions. C'est pour cela que je n'ai ni décorations, ni médailles, ni titres de docteur honoris causa, etc. Je les ai toujours refusés...*

*Tu me proposes donc de perdre l'une de mes dernières virginités !...*

*Mais comment dire non à mon ami ? Je ne peux pas ! Tant pis pour la virginité et que le devoir d'amitié soit sans reproche.*

*La réponse est donc "oui". Je vous dirai quelques mots à cette occasion et me dirai, en mon for intérieur, que je suis finalement aussi vaniteux que ceux qui le sont.*

*Le prix Nord-Sud a pour moi une signification particulière. Sais-tu que j'ai même toujours refusé " l'Ordre de la liberté " ? Et c'est moi qui l'ai créé !...*

*Vive la liberté ! Vive l'amitié ! À bas l'excès de modestie !*

*Ton ami dévoué qui t'embrasse,*

*António de Almeida Santos*

Messieurs les Présidents et chers amis,

J'ai parlé longuement de nos deux lauréats de ce jour, de mes deux derniers lauréats. Permettez-moi de terminer avec une ou deux réflexions ayant trait au contexte dans lequel nous nous trouvons en Europe et dans le monde à l'heure où nous décernons notre prix.

Notre continent vit certainement un moment crucial de son histoire contemporaine. Les quinze Etats membres de l'Union européenne seront dans quelques jours vingt-cinq, lors d'un élargissement sans autre précédent que celui que nous avons vécu au Conseil de l'Europe voici quelques années et qui annonçait déjà l'évolution que nous constatons aujourd'hui. Par ailleurs l'Union, pour assurer entre autres choses le succès de son élargissement, est en train de mettre au point une Constitution qui reprend les valeurs et les droits fondamentaux dont le Conseil de l'Europe fut et doit rester le gardien principal. Il y a trois ans, à l'heure où l'euro s'est installé dans nos poches, nous avons pu dire «qu'il n'y avait pas de pays sans monnaie, mais qu'éga-

ment, il n'y avait pas de monnaie sans pays». De même, nous pourrions très probablement dire d'ici quelques semaines «qu'il n'y a pas de pays démocratique sans Constitution, mais qu'également il n'y a pas de Constitution qui ne s'applique pas à un certain territoire et à une certaine population, en somme à un certain pays».

Tout ceci pour souligner que l'Europe avance, à petits pas peut-être, mais sûrement, vers la concrétisation d'un projet qui fera de notre continent - et de ses îles - quelque chose comme un pays. C'était bien Juliette Gréco qui chantait de son côté : «Si ce n'est pas l'amour, Dieu que ça lui ressemble...». Eh bien ! je dis à mon tour : «Si cette nouvelle Europe n'est pas un pays - et certains ne veulent pas en entendre parler -, Dieu que ça lui ressemble».

Mais, si cette Europe est avant tout un marché pour certains, pour d'autres - pour la majorité des Européennes et des Européens je l'espère - elle demeure un cadre essentiel de solidarité, de cohésion sociale ; un cadre aussi de respect envers l'Etat de droit, la liberté, la démocratie et la justice sociale ; un cadre éthique enfin, où prime la cohérence entre ce que nous prêchons et ce que nous faisons. C'est tout cela que l'Union européenne a puisé dans l'âme et dans l'expérience du Conseil de l'Europe. Et c'est à tout cela que le Conseil de l'Europe doit rester fidèle et attentif : c'est dans cette fidélité et dans ce rôle de surveillance que l'existence du Conseil de l'Europe reste absolument indispensable.

Mais cette Europe que nous voyons se faire ne pourra pas - ne devrait pas - rester repliée sur elle-même. Encore une fois, par cohérence avec son identité, elle a vocation à jouer un rôle important au-delà de ses frontières, sur la scène internationale, comme il incombe à l'un des principaux acteurs d'un ordre mondial en pleine effervescence. Je dirai même plus : le projet européen, sa viabilité, son existence et son succès dépendront non pas des barrières que l'on voudrait bâtir autour de nos frontières pour en faire une forteresse, mais bien de notre capacité à contribuer à l'établissement d'un monde de paix, de droit, de justice et d'équilibre : un monde en somme où les valeurs et les règles qui sont les nôtres auront cours aussi pour l'ensemble de l'humanité.

Je parle d'un monde multipolaire, refusant la pensée unique et l'unilatéralisme ; d'un monde qui s'insurgera contre les violations flagrantes des droits de l'homme comme celle qui consiste, au vu et au su de tous, à garder à Guantanamo pendant des années des centaines de prisonniers au plus grand mépris de toute convention et de toute norme juridique. Un monde qui n'acceptera pas l'idée même de « guerre préventive », ni de guerre tout court, parce qu'il doit être toujours possible de régler les conflits, même les plus complexes, par l'action pacifique dans une communauté internationale dûment organisée.

Enfin, je parle surtout d'un monde solidaire dans son interdépendance. Un monde où non seulement les Objectifs du millénaire, en particulier l'éradication de la pauvreté, de la maladie et de l'analphabétisme, ainsi que la « dignification » de la femme, resteront essentiels. Un monde aussi où les actuelles inégalités entre le Nord et le Sud, parce que fondamentalement injustes et source d'instabilité croissante, y compris de terrorisme, iront en diminuant chaque jour sous l'effet d'une action politique intelligente, concertée et efficace. Notre Centre Nord-Sud devrait pouvoir apporter sa contribution, même modeste pour relever ce défi très difficile, certes, mais où il y va de notre avenir à tous et, peut-être même, de notre présent.

Merci pour votre attention, merci pour votre compréhension mais, surtout, merci pour votre amitié.

# Frene Ginwala

## Présidente du Parlement sud-africain



Monsieur Sampaio, Président de la République du Portugal,  
Monsieur le Président du Parlement portugais,  
Honorables membres du Parlement,  
Messieurs les ambassadeurs du Conseil de l'Europe,  
Monsieur le président du Conseil exécutif du Centre Nord-Sud,  
Monsieur le représentant du Secrétaire Général du Conseil de l'Europe,

Distingués invités,

Je suis émue et profondément reconnaissante de l'hommage qui m'est rendu avec l'attribution du prix Nord-Sud.

Je l'accepte humblement, telle une marque de considération envers les millions d'individus que compte la population mondiale dans le Sud, et en particulier envers les habitants du continent africain. Il reflète une reconnaissance par le Centre Nord-Sud des réalités et des besoins de ces millions d'individus, et une affirmation de ce qu'ils ont réalisé en dépit des obstacles structurels et matériels qui se sont opposés tout au long de l'histoire à leur progrès. Je crois également qu'il représente une poignée de main, en signe d'amitié et de partenariat solidaires, entre les pays et les peuples du Nord et du Sud.

J'applaudis le Conseil de l'Europe pour sa clairvoyance et le Parlement portugais pour avoir enclenché le processus qui a abouti à la création du Centre Nord-Sud, vecteur de dialogue entre les peuples et les Etats du Nord et du Sud. Le Portugal était le mieux placé pour prendre cette initiative - un pays du Nord s'efforçant de défendre les mêmes objectifs que les mouvements de libération. L'expérience du Conseil, qui est peut-être la plus ancienne organisation politique du continent européen,

en matière d'instauration du dialogue à l'intérieur de l'Europe et entre le Nord et le Sud constitue une riche ressource dont la communauté internationale peut tirer profit.

L'année prochaine, l'Afrique du Sud célébrera sa première décennie de démocratie. Ce faisant, nous reconnaissons et rendons hommage à l'immense contribution du mouvement mondial dont nombre d'entre vous ici présents ont fait partie. Je suis tout particulièrement honorée de partager ce prix aujourd'hui avec l'ex-Président Almeida Santos, qui a joué un rôle si fondamental parmi ceux qui ont renforcé et accéléré la victoire du combat contre le racisme, le colonialisme et l'apartheid et pour une Europe démocratique. Des milliers d'individus de tous les continents se sont ralliés à ce combat. Ils l'ont fait au nom d'un attachement à des principes et à des valeurs et d'une éthique qui exigeaient d'eux de veiller à ce que la démocratie égalitaire et les droits de l'homme dont ils jouissaient deviennent le droit inaliénable de tous les opprimés dans le monde.

C'est un principe fondateur de l'Afrique du Sud démocratique, dont s'inspire notre politique intérieure et internationale. En effet, outre l'inscription des droits de première génération - ou droits civils et politiques - dans notre Constitution, nous avons ajouté des droits socio-économiques à notre Charte des droits.

L'Etat se doit ainsi de mettre progressivement en œuvre, dans les limites de ses ressources disponibles, un plan qui permette l'accès à l'habitat, à l'eau, à la santé, à l'éducation, etc. Parallèlement, dans le cas de litiges spécifiques, les tribunaux sont habilités à décréter si oui ou non les politiques du gouvernement sont raisonnables et justifiées.

Ce principe se reflète également dans nos relations avec nos voisins et dans nos politiques vis-à-vis du continent et du monde. C'est la perspective qui, nous l'espérons, guidera les relations Nord-Sud à l'avenir.

Malheureusement, il n'en est pas ainsi partout.

Le développement du savoir humain, les progrès scientifiques et technologiques ont généré un potentiel susceptible d'é-

radiquer la souffrance humaine, la pauvreté, la maladie et l'ignorance. Pourtant, alors même que les facultés de l'espèce humaine se sont développées, on assiste à une augmentation et une aggravation des inégalités, aussi bien à l'intérieur des pays que entre les pays.

Comme le révèle le Nobel Joseph Stiglitz et chaque année le Rapport mondial sur le développement humain, la pauvreté a augmenté durant la décennie de la mondialisation :

- dans les années 90, 54 pays en développement ont enregistré une baisse de leurs revenus.

- 15 % de la population mondiale souffre encore de faim chronique. Les indicateurs en Asie du Sud et en Afrique subsaharienne montrent que l'Objectif de développement du millénaire visant une diminution de moitié de ce chiffre d'ici 2015 ne sera pas atteint. Pendant ce temps, des agriculteurs sont payés pour laisser la terre en jachère et des denrées sont stockées, voire détruites pour préserver des niveaux de prix élevés.

- Avec des ressources naturelles abondantes et une population de plus de 800 millions de personnes, le continent africain contribue seulement à hauteur de 1 % au PIB mondial et sa participation au commerce international s'élève à seulement 2 %.

La pauvreté et les disparités croissantes sont manifestes non seulement entre le Nord et le Sud mais aussi à l'intérieur de pays relativement riches et industrialisés. Les écarts de salaires aux Etats-Unis se sont creusés. Depuis la fin des années 70, le revenu moyen des familles les plus défavorisées représentant 20 % de la population a baissé de 21 % alors que le revenu moyen du cinquième le plus aisé de la population a augmenté de 30 %. 12 % de la population de ce pays vit dans la pauvreté et ce nombre a augmenté de 1,7 million l'an dernier.

Si le salaire moyen d'un directeur était 41 fois supérieur à celui d'un ouvrier en 1970, en 1997 cette proportion était passée à 326 contre 1.

C'est une tendance globale et rien ne me porte à croire que vous ne trouverez pas des disparités similaires dans d'autres régions du Nord.

Le fantastique potentiel de la mondialisation n'a pas été mis à profit car les pays et les gens riches et puissants ont géré le processus dans leur intérêt. Les institutions financières et économiques et l'agenda internationaux sont organisés de manière à exclure les pays pauvres et en développement.

Pourtant, le processus même de mondialisation a entraîné une situation où les pays développés ne peuvent rester à l'abri des conséquences du sous-développement et de l'instabilité qui règnent ailleurs. Lors d'une réunion du Forum économique mondial, le président mozambicain Chissano a averti que «vos enfants hériteront des maux auxquels nous succombons aujourd'hui».

Dans l'Afrique du Sud de l'apartheid, les murs, les chiens de garde, les barricades, les barrages routiers et la prolifération d'arsenaux privés ont servi à emprisonner les privilégiés plutôt qu'à les protéger. Pour le peuple portugais, la décolonisation était une première étape nécessaire vers la stabilité et la croissance économique.

Dans des circonstances tragiques, et à grand frais, les Etats-Unis ont appris qu'ils ne pouvaient plus se fier à l'océan pour protéger leur territoire. Il leur reste encore à parvenir à la conclusion que la véritable protection de leur peuple ne s'obtiendra pas au travers d'une force unilatérale et toujours plus grande, et qu'elle ne s'opèrera que si nous nous attaquons tous aux causes et pas seulement aux symptômes du terrorisme.

La conséquence la plus importante de la mondialisation n'est pas d'être reliés les uns aux autres, mais de constituer une communauté mondiale qui est interdépendante.

Aucune économie ne peut prendre de l'essor dans un vacuum. La quête de la richesse et de la prospérité n'est pas conciliable avec l'isolement. En l'absence de marchés en expansion, même les systèmes de production les plus avancés sont voués à stagner et à s'effondrer. Malgré la stabilité économique

que mon pays a acquise, nous sommes plus que conscients du fait que tout bouleversement économique et social dans d'autres pays ou continents réduiraient nos acquis à néant. Il est donc dans notre propre intérêt de mettre en place des initiatives qui favorisent le progrès, le développement et la croissance sur l'ensemble du continent africain. Parallèlement, il est nécessaire que les pays partageant des intérêts communs coopèrent et travaillent ensemble, dans un cadre de coopération Sud-Sud, et que nous établissions des partenariats avec les pays du Nord, en tenant toujours compte du fait que les partenariats authentiques et durables reposent sur l'intérêt et le profit mutuels.

Durant les années d'après guerre, le transfert délibéré de ressources à des économies ravagées par la guerre a entraîné un développement et une prospérité croissante des peuples du Nord. Simultanément, un transfert inverse, séculaire, se poursuivait en provenance des pays colonisés dont les économies avaient été modelées pour répondre aux besoins des puissances impériales et, plus tard, aux impératifs de la guerre froide. Les retombées de tout cela sont encore évidentes aujourd'hui, alors que des pays empruntent pour assurer le service de la dette, luttent pour développer et diversifier leurs économies et couvrir les besoins élémentaires de leurs peuples face à des systèmes commerciaux défavorables, le déni d'accès au marché, des médicaments et des soins inabordables, etc. Trop souvent, ils ne reçoivent que des prescriptions les invitant à prendre les mesures nécessaires pour devenir attractifs sur le marché qui détermine l'investissement.

Mais ces prescriptions ne s'appliquent pas aux pays développés.

Lorsque la Communauté économique européenne, et plus tard l'Union, a commencé à s'élargir, elle a réalisé que certaines de ses régions étaient si sous-développées comparativement au reste qu'il ne convenait pas de compter uniquement sur le marché pour fournir les ressources qui mettraient fin aux disparités. D'où la mise en place de ce que l'on appelle je crois les «fonds structurels», grâce auxquels les ressources sont acheminées vers les zones cibles.

La définition des Objectifs de développement du millénaire s'est accompagnée d'une prise de conscience analogue d'un nécessaire transfert des ressources. Nous devons tous nous placer dans une perspective à long terme plutôt que chercher le profit immédiat et à court terme. La trajectoire actuelle de développement inégal et de disparité croissante entre les pays et à l'intérieur des pays entraînera et entraîne une instabilité à long terme, qui ne peut profiter à aucun pays, à aucun continent et à aucun peuple.

Permettez-moi maintenant d'évoquer la contribution qui est attendue du Sud, et notamment de l'Afrique.

L'Afrique doit admettre et admet avoir une responsabilité en ce qui concerne sa situation actuelle. Il faut ajouter au legs du colonialisme la mauvaise gestion, l'enrichissement personnel, la corruption, l'acceptation de mauvais conseils et l'application de politiques inadéquates. Les rivalités de la guerre froide ont mené au soutien, à la protection, au financement et au maintien en fonction de dirigeants non démocrates et corrompus. Il en est ressorti des Etats faibles, une croissance économique médiocre, une insuffisance toujours plus grande de ressources humaines et financières et une incapacité à surmonter le préjudice.

Mais l'Afrique dispose d'une nouvelle génération de dirigeants et d'un nombre croissant de gouvernements dont la légitimité émane de constitutions démocratiques et d'élections régulières. Le traité de l'Union africaine prévoit une intervention africaine pour soutenir la gouvernance démocratique.

Le Rapport mondial sur le développement humain 2003 révèle également que des progrès ont été enregistrés durant les années 90 :

Je citerai ici juste quelques exemples :

- Le Cap-Vert, l'île Maurice, le Mozambique et l'Ouganda ont enregistré une croissance du revenu moyen par habitant de plus de 3 % par an.

- L'Afrique subsaharienne a enregistré une réduction de la faim des plus significatives dans le monde. Au Ghana, la proportion de la population souffrant de la faim est passée de 35 % à 12 % et au Mozambique de 69 % à 55 %.

- Le Bénin a fait passer son taux de scolarisation dans le primaire de 49 % à 70 %. Au Mali et au Sénégal, les taux de scolarisation ont augmenté de plus de 15 %.

- La Mauritanie a fait passer la proportion de filles inscrites dans le primaire et le secondaire par rapport aux garçons de 63 % à 93 % entre 1990 et 1996. Le Mali et le Népal ont réduit l'écart de plus de 10 %.

- Malgré le VIH/sida, des progrès ont été enregistrés en ce qui concerne l'espérance de vie des enfants en Afrique subsaharienne. La Guinée a réduit son taux de mortalité de l'enfant de 7 % et le Malawi et le Niger de plus de 5 %.

- L'Ouganda affiche une réduction de l'infection par le VIH/sida depuis huit ans consécutifs et la Zambie pourrait devenir le second pays de la région à enrayer la progression de la maladie.

- La Côte d'Ivoire et le Mali ont enregistré une hausse de la proportion de personnes ayant accès à l'eau potable de plus de 10 %. Au Ghana et au Sénégal, le nombre de personnes ayant accès à des installations sanitaires adéquates a augmenté de 10 %.

L'Union africaine et le Nepad reposent tous deux sur le paradigme de sécurité humaine qui reconnaît le lien entre développement, démocratie, stabilité, résolution des conflits, restauration de la paix, paix durable, sécurité et femmes. La création des institutions africaines s'opère actuellement de manière à créer les conditions favorables à une stabilité politique et à un développement socio-économique durable. Il convient de mentionner que l'Union africaine est la seule organisation internationale à avoir décidé que ses structures de décision seraient composées d'au moins 50 % de femmes. Cette décision a porté ses fruits et aujourd'hui cinq des dix commissaires sont des femmes.

Il y a deux ans et demi, lorsque l'Acte constitutif de l'Union africaine a été adopté, les chefs d'Etat ont accepté que des représentants des parlements africains (et pas n'importe quel exécutif) élaborent le projet de Protocole du Parlement.

Le Parlement panafricain a été placé au premier rang des priorités et sera l'un des premiers organes à voir le jour. Il y a quatre mois, le Sommet a enjoint les Etats membres d'en accélérer la ratification afin que la séance d'inauguration puisse avoir lieu avant le 31 janvier 2004.

Je suis heureuse de pouvoir dire que ce délai a été respecté et que le Parlement se réunira en janvier.

Chaque Parlement national élira cinq de ses membres dont au moins une femme. Ces cinq représentants devront refléter la diversité politique de leur Parlement national. Le Parlement panafricain élira parmi ses membres un Président et quatre Vices-Présidents représentant les cinq régions de l'Union.

Le Président du Parlement siègera à la Conférence aux côtés des chefs d'Etat. Le parlement sera placé sous leur autorité directe et non pas sous celle du Conseil exécutif des ministres comme ce sera le cas pour d'autres organes.

Cela atteste le statut accordé à cette institution au sein de l'Union africaine. D'autres organes sont tenus de rendre compte devant le Parlement comme le Conseil de paix et de sécurité et les organes de droits de l'homme.

Bien que le Protocole prévoie que le Parlement dispose de pouvoirs législatifs, il s'agira au départ d'une institution consultative. Le Parlement a également pour objet d'offrir aux peuples d'Afrique une plate-forme et une occasion de contribuer aux programmes et aux politiques liés à l'unité et au développement de l'Afrique et de faire entendre leur voix sur des questions internationales.

Un Conseil économique, social et culturel composé de représentants de la société civile permettra au Parlement d'être l'intermédiaire entre la Conférence des chefs d'Etat et la société civile.

Il permettra également à la société civile de faire connaître sa position concernant les politiques et leur mise en œuvre et de soulever des questions destinées à être examinées par l'ensemble du continent.

La séance inaugurale aura lieu à Addis-Abeba mais le siège permanent du Parlement doit encore être déterminé. L'Égypte, la Libye et l'Afrique du Sud ont proposé de l'accueillir.

L'année prochaine, l'Afrique disposera d'une institution chargée de mobiliser les peuples du continent pour renforcer la démocratie, la responsabilité et la transparence et inculquant une culture de droits de l'homme. Cette institution se trouve face à des enjeux considérables, car elle devra fonctionner tout en répondant aux impératifs de renforcement de la cohésion et de construction de l'unité.

Le Parlement panafricain devra sensibiliser à la diversité économique, culturelle, sociale et linguistique de nos peuples et, en tant que corps législatif, il devra prendre connaissance des différents systèmes juridiques traditionnels et coloniaux qui ont inspiré la jurisprudence de chaque pays.

Cela doit sembler familier à beaucoup d'entre vous. Il n'y a pas si longtemps que l'Europe s'est engagée sur une voie semblable, sur laquelle vous vous trouvez encore.

Depuis sa création, le Centre Nord-Sud s'emploie à fonctionner, si je peux me permettre d'emprunter votre concept, sur la base d'un «quadrilogue» auquel participent les États membres, les parlements, la société civile et les autorités locales et régionales. Cette volonté de rapprocher les différents acteurs constitue un plus et montre la voie à suivre pour instaurer une réelle compréhension.

Il est d'une importance primordiale pour nous tous de développer une éthique et une conscience globales afin de garantir que l'intérêt de tous les peuples, du Nord et du Sud, développés et en développement, constitue la base du dialogue.

Un dialogue plus important entre les organes parlementaires internationaux et les institutions comme le Centre Nord-Sud doit s'accompagner d'une prise en considération appropriée des questions d'intérêt global mutuel.

Nous garantirons ainsi que notre village global est un village caractérisé par le respect mutuel, la paix et la prospérité.

Par conséquent la réponse à la vieille question : «Suis-je le gardien de mes frères ?» doit être : «Oui, je dois être le gardien de mes sœurs et de mes frères» ; non par générosité, ni par charité, ni même par humanité - mais pour ma propre survie, je dois être le gardien de mes voisins et de ma communauté.

C'est un effort auquel, je l'espère, nous pouvons tous nous associer, ceux du Nord avec ceux du Sud.

Je vous remercie.

# Frene Ginwala

## Speaker of the South African Parliament

President Sampaio, of the Republic of Portugal,  
President of the Portuguese Parliament,  
Honourable Members of Parliament,  
Your Excellencies Ambassadors of the Council of Europe,  
Chairperson of the Executive Council of the North-South  
Centre,  
Representative of the Secretary General of the Council of  
Europe,  
Distinguished Guests,

I am moved and deeply appreciative of the honour bestowed in this award of the North-South Prize.

I accept it with humility as an acknowledgement of the many millions of the global population who are part of the geographic south, and in particular those on the African Continent. It reflects the recognition by the North-South Centre of the condition and needs of these millions, and an affirmation of their achievements, notwithstanding historic structural and material impediments to their progress. I believe also, that it marks a clasping of hands, in solidarity friendship and partnership, between the countries and peoples of the North and the South.

I applaud the Council of Europe for its foresight and the Portuguese Parliament for initiating the process that resulted in establishing the North South Centre as a vehicle for dialogue between the people and states of the North and South. Portugal was uniquely placed to take this initiative - a country in the geographic North striving to secure the same objectives as the liberation movements. As perhaps the oldest continental political organisation in Europe, the Council's experience in establishing dialogue within Europe and between North and South is a rich source from which the global community can benefit.

Next year, South Africa celebrates its first decade of democracy. As we do so, we acknowledge and pay tribute to the immense contribution of the world-wide movement of which many of you who I see here have been a part. I am honoured indeed to share this prize today with former Speaker De Almeida Santos, who played such a distinguished role amongst those who strengthened and expedited the victory of the struggle against racism, colonialism and apartheid and to democratise Europe. Many thousands on all continents, joined in that struggle. They did so out of a commitment to principles and values, and an ethic, that required them to ensure that the equality democracy and human rights they enjoyed should become the birthright of all the oppressed everywhere.

This is a founding principle of the democratic South Africa, on which we base both our domestic and our international policies. Indeed, to the usual entrenchment in our Constitution of first generation, or civil and political rights, we have added socio-economic rights to our Bill of Rights.

Thus the State has the duty to progressively implement, within its available resources, a plan to provide access to housing, water, health, education, etc, while in the circumstances of a specific case, the Courts rule on whether or not the policies of government are reasonable and justified.

This principle is reflected also in our relations with our neighbours and our policies in relation to the Continent and globally. It is the perspective which we hope will inform North-South relations in the future.

Regrettably this is not universally so.

The expansion of human knowledge, and scientific and technological advances, have created a potential to eradicate human suffering, poverty, disease, and ignorance. Yet even as the capacity of humankind has increased, so too has there been an exacerbation of and an increase in inequality both within and between countries.

As Nobel laureate Joseph Stiglitz and the Human Development Reports annually reveal, in the decade of globalisation poverty has increased.

- In the 1990s, 54 developing countries suffered a decline in income.

- 15% of the world's population still suffer from chronic hunger. Trends in South Asia and sub-Saharan Africa show that the Millenium Development goal of halving this number by 2015 will not be met. Yet elsewhere farmers are paid to let land lie fallow, and food is stockpiled or even destroyed to maintain high price levels.

- With an abundance of natural resources and a population in excess of 800 million, the Continent of Africa contributes only 1% of global GDP and participates in a mere 2% of international trade.

Poverty and growing disparity is evident not only between the North and South but within countries, which are relatively rich and industrialised. According to the United States House of Representatives Information Office, income gaps in the United States have widened. Since the late 1970s, the average family income of the bottom 20% dropped by 21%, while the average income of the wealthiest fifth increased by 30%. 12% of the population of that country live in poverty and that number increased by 1.7 million last year.

While on average CEOs received 41 times the average salary of manufacturing workers in 1970, by 1997, this ratio had increased to 326 to 1.

This is a global trend and I have no reason to doubt that you will find similar disparities in other parts of the North.

The great potential of globalisation has not been realized because the rich and powerful countries and persons have managed the process for their benefit, and the international financial and economic institutions and agenda are structured to exclude the poor and developing countries.

Yet the very process of globalisation has resulted in a situation in which developed countries cannot remain immune from the consequences of underdevelopment and instability elsewhere. At a meeting of the World Economic Forum, Mozambique's President Chissano warned, "Your children will inherit the diseases we succumb to today".

In apartheid South Africa, walls, guard dogs, barricades, roadblocks and proliferation of private arsenals served to imprison rather than protect the privileged. For the Portuguese people decolonisation was a first and necessary step for stability and economic expansion.

In tragic circumstances, and at great cost, the United States learned that it could no longer depend on oceans to protect its homeland. It has yet to draw the conclusion that true protection for its people will not come from the exercise of more, and unilateral force, but will only follow when we all deal with the causes and not only the symptoms of terrorism.

The most important consequence of globalisation is not only that we are inter-connected, but that we are a global community that is inter-dependent.

No economy can grow in a vacuum. The quest for wealth and prosperity does not allow for isolation. Without expanding markets even the most advanced production systems would stagnate and collapse. Notwithstanding the economic stability achieved in my own country, we are only too conscious of the fact that economic and social upheavals in other countries and Continents will undo our gains. Therefore it is in our own interest to engage in initiatives that will allow for progress, development and growth throughout Africa. Equally, it is necessary that countries with particular interests co-operate and work together i.e. South-South co-operation, while we build partnerships with the countries of the North, recognising always that genuine and enduring partnerships are based on mutual interest and mutual benefit.

In the post war years the deliberate transfer of resources to war ravaged economies succeeded in developing and spreading prosperity among the peoples of the North. Simultaneously the

centuries old reverse transfer continued from colonial countries whose economies had been shaped to meet the requirements of the imperial powers, and later by the political imperatives of the cold war. The consequences of this are still evident today, as countries borrow to service debt, struggle to develop and diversify their economies and meet the basic needs of their people in the face of unfavourable trade regimes, denial of market access, unaffordable drugs and medicines etc. Too often they only receive prescriptions requiring them to take steps to make themselves attractive in the market place that determines investment.

But it is not a prescription that is applied to the developed countries.

Yet as the European Economic Community and later the Union began to expand, it realised that there were regions within it that were so under-developed relative to the rest, that it would be incorrect to rely solely on the market to supply the resources to end the disparity. Hence the establishment of what I believe are referred to as "structural funds" through which resources are transferred to targeted areas.

In setting the Millennium Development goals, there was a similar recognition of a need for transfer of resources. All of us need to take a long term perspective rather than seek immediate and short term benefit. The present trajectory of uneven development and growing disparity between and within countries, will and is building long term instability, which can benefit no country, no continent and no people.

Let me turn now to the contribution that is required from the South and in particular from Africa.

Africa must and does accept responsibility for its current condition. To the legacy of colonialism must be added mismanagement, self-enrichment, corruption, acceptance of bad advice and application of incorrect policies. Cold war rivalries, led to the support, protection, bankrolling, and sustaining in office of undemocratic and corrupt leaders. The result has been weak states, poor economic growth and an increasing scarcity of human and financial resources and capacity to overcome the damage.

But Africa has a new generation of leaders and a growing number of governments which derive their legitimacy from democratic constitutions and regular elections. The Treaty of the African Union provides for African intervention to support democratic governance.

The Human Development Report 2003 shows there has also been some improvement during the 1990s.

I refer here to just some examples:

- Cape Verde, Mauritius, Mozambique and Uganda averaged per capita income growth of more than 3% a year.

- Sub-Saharan Africa achieved some of the world's sharpest reductions in hunger. Ghana reduced its hunger rate from 35% to 12%, and Mozambique from 69% to 55%.

- Benin increased its primary school enrolment rate from 49% to 70%. In Mali and Senegal enrolment rates increased by over 15%.

- In primary and secondary education. Mauritania increased the ratio of girls to boys from 67% to 93% between 1990 and 1996. Mali and Nepal narrowed their gaps by more than 10%.

- Despite HIV/Aids, there were some improvements in child survival in Sub-Saharan Africa. Guinea reduced child mortality by 7% and Malawi and Niger by over 5%.

- Uganda reduced HIV/Aids infection for eight consecutive years and Zambia may become the second country in the region to reverse the spread of HIV/Aids.

- Cote d'Ivoire and Mali increased the proportion of people with access to safe water by over 10%. In Ghana and Senegal the number of people with access to improved sanitation increased by 10%.

Both the African Union and Nepad are premised on the Human Security paradigm which recognizes the link between

development democracy, stability, conflict resolution, peace making and sustainable peace and security and women. The creation of African institutions is currently being undertaken in the context of creating the proper conditions for political stability and sustainable socio-economic development. I should refer to the fact that the African Union is unique among international organizations in deciding that at least 50% of its decision-making structures are women. Having so decided, it succeeded and today 5 of the 10 Commissioners are women.

Two and a half years ago, when the Constituent Act establishing the African Union was agreed, the Heads of State accepted representations from African Parliaments, that they, (and not any Executive organ,) should draft the Protocol for the Parliament.

The Pan African Parliament has been prioritized and will be among the first organs that will be established. Four months ago the Summit urged member states to expedite ratification to enable the Inaugural Session to meet before the 31<sup>st</sup> of January 2004.

I am very happy to say that the deadline has been met and the Parliament will meet in January.

Each National Parliament will elect five of its members at least one of whom must be a woman, and the 5 reflect the political diversity in their National Parliament. The PAP will elect from amongst its members a President and 4 Vice Presidents from the five regions of the Union.

The President of the Parliament will sit in the Assembly with the Heads of State and the Parliament will report directly to them, and not through the Executive Committee of Ministers as will other organs.

This testifies to the status accorded to that Institution within the African Union. Other organs are required to table reports to the Parliament including the Peace and Security Council, and Human Rights Bodies.

Though the Protocol provides for the Parliament to acquire law making powers, it will initially be an advisory and consultative institution. The Parliament is also intended to provide a platform and opportunity for the African people to contribute in programmes and policies related to African Unity and development, and to make their voice heard on international issues.

An Ecosoc of representatives of Civil society will enable the Parliament to be the interface between the Assembly of Heads of State and Civil society, as well as allow Civil society to make representations on policies and implementation, and raise issues for collective continental consideration.

The Inaugural Session will be held in Addis Ababa, but the permanent seat of the Parliament has yet to be determined. Egypt, Libya and South Africa have offered to be the host country.

Next year, Africa will have an Institution charged with the task of mobilising the people of the Continent in deepening democracy, accountability and transparency and inculcating a culture of human rights. The challenge it faces are formidable, as it will need to operate under the imperative that at the same time it will need to enhance cohesion and build unity.

The Pan African Parliament will need to build awareness of the economic, cultural, social and linguistic diversity of our peoples, and as a legislative body acquire knowledge of the different traditional and colonial legal systems on which each country's national jurisprudence has been based.

This should sound familiar to many of you. It is not so long ago that Europe embarked on a similar path, along which you still walk.

The North-South Centre has, since its inception, been committed to, if I may borrow your concept, a "quadrilogue", thus engaging member states, parliaments, civil society, and regional and local authorities. Such commitment to inclusivity adds much value to and serves as an example of what needs to be done to create a true understanding.

It is of paramount importance for all of us that a global ethic and consciousness be engendered to ensure that the interest of all people, North and South, developed and developing become the topics of dialogue.

Greater engagement between international parliamentary bodies and institutions such as the North South Center need to ensure that issues of mutual global interest are given due consideration.

Through this we will ensure that our global village is a village that is characterized by mutual respect, peace and prosperity.

Hence the answer to the age-old question, "Am I my brothers keeper" must be: "Yes, I must be my sisters and my brothers keeper": Not out of benevolence, nor charity, nor even humanity - but for my own survival, I must be my neighbours, and my community's, keeper.

This is an endeavour in which I hope we can all join, those of the North, those of the South together.

I thank you.



# António de Almeida Santos

## Ex-Président de l'Assemblée de la République portugaise



Monsieur le Président de la République,  
Monsieur le Président de l'Assemblée de la République,  
Monsieur le Président du Centre Nord-Sud,  
Monsieur le représentant du Secrétaire Général du Conseil de l'Europe,  
Monsieur le secrétaire d'Etat aux Affaires européennes,  
Monsieur le représentant permanent du

Portugal auprès du Conseil de l'Europe,  
Madame la Présidente du Parlement sud-africain,  
Messieurs les Vices-Présidents de l'Assemblée de la République et Messieurs les députés,  
Messieurs les représentants du corps diplomatique,  
Excellences,  
Messieurs les invités,  
Mesdames et Messieurs,

Monsieur le Président de la République :

Aujourd'hui, comme lors des précédentes éditions de cette cérémonie, ce n'est pas seulement le plus haut magistrat qui nous honore de sa présence. C'est aussi le combattant de toute une vie, depuis les rébellions de l'époque où il était étudiant, pour la liberté, pour la démocratie et pour les droits de l'homme.

Votre Excellence incarne, par sa vie et sa lutte, les valeurs que la très célèbre Déclaration universelle a converties en droits, après que ceux-ci ont été envisagés durant des millénaires selon la perspective, qui a fini par se révéler affligeante, des devoirs correspondants.

C'est un honneur de pouvoir vous avoir de nouveau parmi nous.

Monsieur le Président de l'Assemblée de la République :

Votre excellence est un démocrate depuis les premières heures de son éveil politique. Quand ceux qui aimaient la liberté et en étaient privés se sont battus pour elle, votre Excellence, rattachée à l'aile libérale de l'Assemblée nationale, ainsi désignée par la sémantique, s'est battue pour un pays ouvert, démocratique et libre.

Sans succès il est vrai. Mais cet insuccès a été pendant des décennies le lot de tous ceux qui se sont battus dans la légalité ou la clandestinité. L'idée, si séduisante, d'avoir ébranlé les fondements du régime, contribuant ainsi à le fragiliser au point de le faire tomber sans combat, ne résiste pas à l'évidence de son existence prolongée.

Mais notre lutte n'a-t-elle pas été encore plus héroïque précisément parce que nous n'avons jamais cédé devant l'insuccès ?

Monsieur le président du Conseil exécutif du Centre Nord-Sud du Conseil de l'Europe :

C'est un honneur pour nous que la cérémonie de remise du prix Nord-Sud continue à avoir lieu au Portugal. La remise de ce prix, au-delà de rendre hommage aux lauréats, rend hommage au pays qui, avant tout autre, a aboli la peine de mort et affirmé le droit à la vie, source et origine de tous les droits.

Il est un fait particulièrement significatif : le président du Conseil exécutif du Centre Nord-Sud est lui-même un incorruptible résistant, de tous les instants et de toute son âme, à toutes les formes de pouvoir despotique. Emprisonné à plusieurs reprises, torturé, privé de tous les droits, exilé, sans jamais montrer le moindre signe de faiblesse, Miguel Angel Martínez, que la liberté a fini par élever à des fonctions à haute responsabilité dans son pays, à la présidence de l'Union interparlementaire - forum universel des parlements démocratiques - et du Centre Nord-Sud, avec en plus aujourd'hui un siège au Parlement européen, est le

modèle même de l'incorruptible combattant pour les droits de l'homme.

Si l'exercice *pro domo sua* d'une compétence propre ne l'interdisait pas formellement, il est celui qui, plus que tout autre, mériterait le prix Nord-Sud.

Monsieur le représentant du Secrétaire Général du Conseil de l'Europe :

Votre Excellence est une haute personnalité du Conseil de l'Europe, où vous occupez le poste de directeur général de la Direction des affaires politiques. Et le Conseil de l'Europe est véritablement la conscience civique et politique des pays qui en font partie.

Tout le monde sait qu'au moment de sa genèse, la proposition d'une Assemblée constituante européenne a été examinée, sans pour autant aboutir. Mais c'est à ce moment là qu'est né le projet d'une Union politique et économique, genèse des Communautés européennes, aujourd'hui l'Union européenne, et d'une Charte des droits de l'homme énonçant des principes éthico-politiques, dépourvus de force juridique, comme ceux énoncés dans la Déclaration universelle, mais assortis d'un caractère juridique contraignant garanti, entre autres, par la Cour européenne des droits de l'homme. La Déclaration européenne est venue compléter la Déclaration universelle et garantir la juridicité qui faisait défaut aux normes établies. Elle s'est imposée ainsi comme le premier code de droit européen. J'espère que ce ne sera pas le dernier. Le phénomène de globalisation au niveau du continent européen et au niveau mondial va exiger - si ce n'est pas déjà le cas - l'euro-péisation et la mondialisation des systèmes juridiques et juridictionnels nationaux.

Il n'a pas été possible, il y a un demi-siècle, de mettre en place une Assemblée constituante européenne. Mais la première Constitution de l'Europe unie est là, venant à bout des derniers obstacles immobilistes. Cette constitution, qui aura une autre dignité, intégrera en la constitutionnalisant la Charte des droits fondamentaux de l'Union.

Il est tout de même étonnant qu'il ait fallu un demi-siècle dans un monde en évolution épileptique pour passer du rejet véhément d'une idée à son adoption enthousiaste.

Madame la Présidente du Parlement sud-africain Frene Ginwala :

Vous avez derrière vous une brillante carrière en matière de défense des droits de l'homme. Après trois décennies d'exil politique, vous êtes revenue dans une République d'Afrique du Sud neuve, libre et démocratique pour y endosser les plus hautes fonctions. J'insiste sur votre fonction de Présidente de son premier Parlement démocratiquement élu, fonction que vous exercez toujours avec la même excellence après un premier mandat.

J'ai vécu deux décennies au Mozambique, où j'ai lutté pour l'émancipation des peuples non autonomes. Je me suis rendu souvent, et je l'ai donc bien connue, dans la République d'Afrique du Sud à l'époque de l'odieux apartheid. Un grand, magnifique et beau pays. Il fut souvent le théâtre séduisant de mes loisirs, mais cela n'excluait pas l'indignation que provoquaient en moi les erreurs des hommes. J'y ai établi des amitiés et des complicités. J'ai souvent redouté que l'exemple d'indépendance blanche qui a sévit durant des décennies en Afrique du Sud contamine l'avenir du Mozambique et de l'Angola, comme il contamina l'indépendance de la Rhodésie. Mais ce fut d'une certaine manière le contraire qui se passa. La décolonisation et l'indépendance des ex-colonies portugaises ont fini par renforcer la lutte de la résistance héroïque sud-africaine, dirigée et symbolisée dès le début et de la prison par le grand Nelson Mandela, mélange de héros, de martyr et de saint.

Le destin a voulu nous réunir autour de cette récompense. J'en suis flatté.

Excellences, Mesdames et Messieurs :

Les personnalités distinguées par le prix Nord-Sud ont toujours été si illustres que le simple fait de les côtoyer reléguait l'hypothèse d'être moi-même récompensé un jour dans le domaine de l'inimaginable. Il suffit de rappeler, sans vouloir

dévaloriser les autres, la figure de démocrate et de combattant pour la liberté que fut et qu'est encore Monsieur Mário Soares, le seul Portugais à avoir reçu le prix jusqu'à aujourd'hui.

J'admets une faiblesse : bien que j'aie toujours été hostile aux distinctions et aux hommages, celle-ci me flatte. Pas tant pour ce qui j'ai été ou ce que j'ai fait. Mais parce que je suis et j'ai toujours été un fervent défenseur des valeurs républicaines, démocratiques, au point de déposer en elles ma passion et ma foi.

Pendant la moitié de ma vie ces valeurs ont été, dans mon pays, source d'inquiétude et d'espoir. Elles sont aujourd'hui une réalité. Et j'ai pu accomplir, à des postes à responsabilité, l'exaltante traversée qui a mené de l'obscurité à la lumière. Quand je revois ce chemin génésiaque, j'éprouve une certaine fierté d'avoir pu être à l'origine de l'initiative de création, par l'Assemblée de la République, de votre prix annuel et de sa médaille d'or qui récompensent le meilleur travail ou l'action la plus remarquable en matière de défense des droits de l'homme. Par la détermination de ce geste, le prix Nord-Sud à fini par s'enraciner en nous.

Quand nous avons célébré le cinquantième anniversaire de la Déclaration universelle des droits de l'homme, je n'ai pu m'empêcher d'attribuer à la mystique des droits de l'homme la chute de tant de dictateurs et la fin de tant de dictatures jamais vérifiées en une unité de temps. Mais je n'ai pas pu m'empêcher non plus de penser à ceux que j'ai considérés et que je considère comme les ennemis de la démocratie, de l'Etat de droit et des valeurs que cette fameuse Déclaration universelle avait inscrites dans les consciences. Ou dans «les étoiles», comme cela a longtemps été dit du droit naturel.

Je me suis rendu compte que la logique sous-jacente au triomphe des droits de l'homme - reprendre et affirmer des valeurs par le biais des droits correspondants, et non plus sous l'optique des devoirs classiques - risquait de perdre une partie de sa gloire passée. Le monde avait changé en cinquante ans et la table des valeurs de la Déclaration était restée inchangée. On parlait et l'on parle de nouvelles générations de droits de l'homme, certains d'entre eux entérinés par des Constitutions natio-

nales. Mais l'évangile du grand René Cassin était et est toujours aussi immuable que le Nouveau Testament.

Ces nouveaux ennemis des valeurs, qui l'ont convertie en dépôt de la foi - cette fameuse «religion laïque» qui est venue combler le vide éthique qui s'était installé entre-temps -, ont acquis des positions inexpugnables. C'est le cas du crime organisé, des mafias, du nihilisme éthique, de la dévalorisation des autorités spirituelles, de l'exacerbation de la violence et de la terreur, de la chute de l'autorité légitime, de l'information universelle sans éthique, de la concurrence universelle sans règles, et enfin de l'excès de certaines libertés qui rend l'égalité impossible et menace d'anéantir à nouveau la liberté elle-même. Prenons encore pour exemple la concurrence installée et la liberté qu'a le fort de torturer le faible. Les maîtres du monde acceptent-ils de compter ceux qui sont écrasés ?

Comment allons-nous combattre ces nouveaux ennemis ? Certainement pas en reprenant de vieilles recettes belliqueuses, aux résultats si funestes dans le tube à essai qu'est l'Irak, mais bien selon moi en faisant appel à de nouveaux droits de l'homme et à de nouvelles déclarations universelles des droits qui prolongeraient la mystique créée par la première. Seule cette mystique, qui ne recourt ni à la peur, ni aux châtiments, ni aux tribunaux tutélaires, ni aux armées compulsives, ni aux pouvoirs souverains qui ont fait leur temps, peut de nouveau sauver le monde des catharsis violentes qui rendent le présent dramatique et assombrissent les horizons du futur.

Nous devons essayer d'enraciner de nouveau dans la «constitution matérielle» de l'être humain ce dépôt de la foi dans les droits de l'homme qui, au cours du dernier demi-siècle, a été le gage de la liberté, de la solidarité et du progrès. Ce sont eux et eux seuls, dépourvus de force impérative, de juridiction et de punition, qui sont parvenus à susciter un degré de respect spontané jamais atteint par aucun autre code civique ou éthique. La Déclaration universelle a apporté la preuve que le monde avait tout à gagner à s'efforcer de remplacer l'attrait de l'interdit par le charme de l'accepté librement. La condamnation universelle peut ainsi se révéler la sanction la plus efficace qui soit.

Les dictatures ont commencé à céder ; les murs de la honte ont commencé à tomber ; les armes ont commencé à se taire ; la pauvreté a commencé à être combattue ; la haine raciale a commencé à être proscrite ; l'être humain a commencé à se lever du sol ; les frontières disparaissent ; les haines se rétractent ; les religions se rapprochent ; les solidarités se galvanisent.

L'expérience a été faite. Il faut la poursuivre et la renforcer. Je ne vois pas d'autre chemin. Ce monde est bien le nouveau monde que Aldous Huxley annonçait comme admirable. Mais il est confronté aux défauts de ses propres vertus, et aux carences liées à ses propres excès. Nous devons le soumettre à une nouvelle compréhension, en renonçant aux vieilles recettes immobilistes et conservatrices.

L'homme est encore «la mesure de toute chose». Le monde est à l'image de ce qu'il a été et sera à l'image de ce qu'il sera. D'où le rôle toujours plus déterminant de sa formation culturelle et civique. D'où le véritable crime de le laisser être formé aujourd'hui en premier lieu par des écoles médiatiques guidées par des critères mercantiles et non pédagogiques, alors que les écoles traditionnelles disparaissent. Aucune entité, aucune institution n'enseigne aujourd'hui les principes élémentaires du civisme, de la démocratie et de la solidarité universelle. De cela, il ressort un être humain sans humanité. Sans propension aux droits de l'homme. C'est là-dessus, et sur lui, que nous devons concentrer nos inquiétudes, nos préoccupations et nos espoirs. À l'heure où tout se globalise, nous globalisons aussi les droits de l'homme.

Merci infiniment pour votre compréhension et votre soutien.

# António de Almeida Santos

## Ex-Presidente da Assembleia da República Portuguesa

Senhor Presidente da República,  
Senhor Presidente da Assembleia da República,  
Senhor Presidente do Centro Norte-Sul,  
Senhor Representante do Secretário-Geral do Conselho da Europa,  
Senhor Secretário de Estado dos Assuntos Europeus,  
Senhor Representante Permanente de Portugal junto do Conselho da Europa,  
Senhora Presidente do Parlamento Sul-Africano,  
Senhores Vice-Presidentes da Assembleia da República e  
Senhores Deputados,  
Senhores representantes do Corpo Diplomático,  
Excelências,  
Senhores convidados,  
Minhas Senhoras e meus Senhores,

Senhor Presidente da República,

Hoje, como nas antecedentes versões desta cerimónia, não é apenas o mais alto magistrado que nos honra com a sua presença. É também o combatente de toda uma vida, desde as rebeldias do tempo de estudante, pela Liberdade, pela Democracia e pelos Direitos do Homem.

Vossa Excelência é, pelo exemplo da sua vida, e da sua luta, a personificação dos valores que a mais célebre Declaração Universal converteu em direitos, depois de, durante milénios, terem sido encarados segundo a óptica, que acabou por revelar-se desestimulante, dos correspondentes deveres.

É honroso, poder tê-lo de novo aqui connosco.

Senhor Presidente da Assembleia da República:

Vossa Excelência é um democrata desde as primeiras horas do seu despertar político. Quando os que amavam a Liberdade e a não tinham se bateram por ela, Vossa Excelência, integrado na Ala Liberal da Assembleia Nacional, que a semântica gerou, bateu-se por um País aberto, democrático e livre.

É verdade que sem êxito. Mas esse foi, durante décadas, um insucesso comum a todos os que na legalidade ou na ilegalidade, se bateram. A ideia, tão sedutora, de que flagelamos os alicerces do regime, contribuindo assim para fragilizá-lo, ao ponto de ter caído sem luta, não resiste à evidência da sua prolongada duração.

Mas a nossa luta não terá sido mais nobre exactamente por nunca ter cedido perante o insucesso?

Senhor Presidente do Conselho Executivo do Centro Norte-Sul do Conselho da Europa:

É desvanecedor, para nós, que continue a ter lugar em Portugal, a cerimónia da entrega do Prémio Norte-Sul. A entrega aqui desse alto galardão, para lá de constituir uma homenagem aos distinguidos, é uma homenagem ao País que, antes de qualquer outro, aboliu a pena de morte e afirmou o direito à vida, fonte e origem de todos os direitos.

É particularmente significativo o facto de o Presidente do Conselho Executivo do Centro Norte-Sul ser, ele próprio, um intemerato resistente de todas as horas da vida e da alma, a todas as formas de poder despótico. Muitas vezes preso, torturado, privado de todos os direitos, exilado, sempre sem a sombra de um desfalecimento, Miguel-Angel Martinez, a quem a liberdade enfim guindou a cargos de grande responsabilidade no seu País, à Presidência da União Interparlamentar - fórum universal dos parlamentos democráticos - e do Centro Norte-Sul, hoje além do mais com assento no Parlamento Europeu, é bem o fiel paradigma do intemerato combatente pelos Direitos Humanos.

Não fora o desestímulo formal decorrente do exercício "pró domo sua" de uma competência própria, quem antes de mais ninguém merecia o Prémio Norte-Sul, era o seu próprio Presidente.

Senhor Representante do Secretário-Geral do Conselho da Europa:

V. E<sup>a</sup>. é uma alta personalidade do Conselho da Europa, na função de Director-Geral da sua Direcção dos Assuntos Políticos. E o Conselho da Europa é, verdadeiramente, a consciência cívica e política dos países que o integram.

É sabido que, no acto do seu nascimento, foi considerada, sem fazer vencimento, a proposta de uma Assembleia Constituinte Europeia. Mas nasceu então o projecto de uma União Política e Económica, génese das Comunidades Europeias, hoje União Europeia, e de uma "Carta dos Direitos do Homem", não só proclamatória de princípios ético-políticos, despidos de vinculação jurídica, como os consagrados na Declaração Universal, mas revestidos de significado jurídico vinculante, assegurado, inclusivé, pelo Tribunal Europeu dos Direitos do Homem. A Declaração Europeia viria a completar a Declaração Universal, e a assegurar às suas normas a jurisdição que àquelas faltava. Representou, assim, o primeiro Código Europeu de Direito. Espero, que não o último. O fenómeno da globalização a nível do Continente Europeu, e a nível Mundial, vão exigir - se é que não exigem já - a europeização e a mundialização progressivas dos sistemas jurídicos e jurisdicionais nacionais.

Não foi possível, há meio século, uma Assembleia Constituinte Europeia. Mas está aí, vencendo os últimos obstáculos imobilistas, a primeira Constituição da Europa Unida. Essa Constituição, que de novo só praticamente tem outra dignidade, integrará, constitucionalizando-a, a "Carta dos Direitos Fundamentais da União".

O que, apesar de tudo, causa espanto, é que, num Mundo em aceleração epiléptica, tenha sido necessário meio século para passar da recusa veemente de uma ideia, à sua adopção entusiástica.

Senhora Presidente do Parlamento Sul-Africano, Doutora Frene Ginwala:

Vem Vossa Excelência precedida de uma brilhante carreira na defesa dos Direitos Humanos. Após três décadas de exílio político, regressou ao seu País para desempenhar os mais altos cargos na nova, livre e democrática República da África do Sul. Destaco o cargo de Presidente do seu primeiro Parlamento democraticamente eleito, cargo que continua a exercer com o mesmo brilho, após um primeiro mandato.

Vivi duas décadas em Moçambique, onde lutei pela emancipação dos povos não autónomos. Visitei com frequência, pelo que bem a conheci, a República da África do Sul do odioso "apartheid". Um grande, portentoso e belo País. Foi, com frequência, teatro sedutor dos meus lazeres, sem culpa da indignação que em mim despertavam os erros dos homens. Nele fiz amigos e cumplicidades. Muitas vezes receei que o exemplo da independência branca que por décadas vigorou na África do Sul, contaminasse o futuro de Moçambique e Angola, como chegou a contaminar a independência da Rodésia. Mas foi, de certo modo, o inverso que se verificou. A descolonização e a independência das ex-colónias portuguesas acabou por potenciar a luta da heróica resistência Sul-africana, liderada e simbolizada, desde logo a partir da prisão, pelo grande Nelson Mandela, misto de herói, de mártir e de santo.

Quis o destino unir-nos nesta honra. Sinto-me desvanecido por isso.

Excelências, minhas Senhoras e meus Senhores:

Foram sempre tão ilustres as personalidades distinguidas com o Prémio Norte-Sul, que cotejar-me com elas situava a hipótese de eu vir a ser um dos galardoados no domínio do inimaginável. Bastará recordar, sem desdouro para as demais, a figura de democrata e de combatente pela liberdade que foi, e continua a ser, o Dr. Mário Soares, único português que até hoje recebeu o prémio.

Confesso uma fraqueza: apesar de eu sempre ter sido avesso a distinções e homenagens, esta desvanece-me. Não tanto pelo que fui ou o que fiz. Mas porque sou, e sempre fui, um fervoroso defensor dos valores republicanos, democráticos e humanos, até ao nível da paixão e da fé.

Durante metade da minha vida esses valores foram, no meu País, uma ansiedade e uma esperança. São hoje uma realidade. E eu pude percorrer, em lugares de responsabilidade, a exaltante travessia da escuridão para a luz. Quando revejo essa caminhada genesíaca, sinto orgulho em ter podido estar na origem da iniciativa da criação, pela Assembleia da República, do seu próprio prémio anual, e a sua própria medalha de ouro, consagratórios do melhor trabalho, ou da mais significativa acção, na defesa dos Direitos do Homem. O Prémio Norte-Sul acabou por contagiar-nos na determinação desse gesto.

Quando celebrámos o quinquagésimo aniversário da Declaração Universal dos Direitos do Homem, não pude deixar de creditar à mística dos Direitos Humanos o derrube de mais ditadores, e o fim de mais ditaduras por unidade de tempo jamais verificados. Mas também não resisti a preocupar-me com o que considere, e considero, os novos inimigos "da Democracia, do Estado de Direito e dos valores que a famosa Declaração Universal havia inscrito nas consciências. Ou "nas estrelas", como por longo tempo se disse do direito natural.

Dei-me conta de que a lógica subjacente ao triunfo dos Direitos Humanos - recuperar e afirmar valores pelo lado da afirmação dos correspondentes direitos, e já não pela óptica dos clássicos deveres - corria o risco de perder alguma da sua passada glória. Em cinquenta anos tinha mudado o Mundo, e permanecido intacta a tábua dos valores da famosa Declaração. Falava-se e fala-se em novas gerações de Direitos do Homem. Alguns deles, inclusive, consagrados em Constituições nacionais. Mas o Evangelho do grande René Cassin continuava, e continua, tão imutável como o Novo Testamento.

Entretanto, os tais novos inimigos dos valores que a converteram em depósito de fé - a tal "religião laica" que veio preencher o vazio ético entretanto instalado - adquiriram posições

inexpugnáveis. É o caso do crime organizado, das máfias, do nihilismo ético, da desvalorização das autoridades espirituais, da exacerbação da violência e do terror, da quebra da autoridade legítima, da informação universal sem ética, da competição universal sem regras, enfim do excesso de algumas liberdades que torna impossível a igualdade, e ameaça matar de novo a própria liberdade. Sirvam ainda de exemplo a competição instalada e o forte ter a liberdade de esmagar o fraco. Aceitam os Senhores do Mundo contar os esmagados?

Como combateremos estes novos inimigos? Não, decerto, pela retoma das velhas receitas bélicas, de tão funestos resultados no tubo de ensaio do Iraque. Creio eu que recorrendo a mais do mesmo, isto é, a novos Direitos do Homem, e a novas Declarações Universais de Direitos, prolongando a mística criada pela primeira. Só essa mística, sem apelo a medos e castigos, a tribunais tutelares, a exércitos compulsivos, ou a poderes soberanos, que fizeram a sua época, pode de novo salvar o Mundo das catarses violentas que dramatizam o presente, e ensombram os horizontes do futuro.

Temos de tentar enraizar de novo, na "constituição material" do próprio ser humano, o tal "depósito de fé" nos Direitos do Homem que, no último meio século, foi penhor de liberdade, de solidariedade e de progresso. Foram eles e só eles que, despojados de vis imperativa, de jurisdição e de castigo, adregaram obter um grau de acatamento espontâneo que nenhum outro código cívico ou ético jamais atingiu. A Declaração Universal fez a prova de que o Mundo só tinha a ganhar experimentando substituir a atracção do proibido pela sedução do livremente aceite. A condenação universal pôde assim revelar-se a mais eficaz sanção de sempre.

As ditaduras começaram a ceder; os muros da vergonha começaram a ruir; as armas começaram a calar-se; a pobreza começou a ser combatida; o ódio rácico começou a ser proscrito; o ser humano começou a erguer-se do chão. Fronteiras se abatem; ódios se calcam; religiões se aproximam; solidariedades se galvanizam.

A experiência foi feita. Há que prosseguir-la e reforçá-la. Não vislumbro, sinceramente, outro caminho. O Mundo Novo que

Aldous Huxley anteviu como "admirável", é-o de facto. Mas enfrenta os defeitos das suas próprias virtudes, e as carências decorrentes dos seus próprios excessos. Temos de sujeitá-lo a uma nova compreensão, desistindo das velhas receitas imobilistas e conservadoras.

O homem continua a ser "a medida de todas as coisas". O Mundo foi o que ele próprio foi, e continuará a ser o que ele próprio for. Daí o papel cada vez mais determinante da sua formação cultural e cívica. Daí o verdadeiro "crime" de deixarmos que ele seja hoje predominantemente formado pelas escolas mediáticas, que se norteiam por critérios mercantis e não pedagógicos, enquanto as escolas tradicionais fenecem. Nenhuma entidade ou instituição ensina hoje as elementaridades do civismo, da democracia, da solidariedade universal. O que disso sai é um ser humano sem humanidade. Sem atracção pelos Direitos do Homem. É sobre isso, é sobre ele, que temos de concentrar a nossa ansiedade, as nossas preocupações e as nossas esperanças. Quando tudo se globaliza, globalizemos também os Direitos do Homem.

Muito obrigado pela vossa compreensão e o vosso apoio.

# Jorge Sampaio

## Président de la République du Portugal



Monsieur le Président de l'Assemblée de la République,  
Madame la Présidente de l'Assemblée de la République de l'Afrique du Sud, Frene Ginwala,  
Monsieur Almeida Santos et cher ami,  
Monsieur le représentant du Secrétariat Général du Conseil de l'Europe, Klaus Schumann,  
Monsieur le président du Conseil exécutif du Centre Nord-Sud, Miguel Angel

Martínez,  
Mesdames et messieurs les ambassadeurs,  
Mesdames et messieurs les députés,  
Illustres invités,

C'est avec une satisfaction renouvelée que je participe à cette nouvelle édition de remise du prix Nord-Sud, non seulement pour le symbolisme que renferme cette distinction, mais aussi pour les personnalités auxquelles elle est décernée cette année et dont le profil, la vie et l'action illustrent si éloquemment les valeurs que ce prix représente, tout comme les principes et les idées qu'il célèbre.

Permettez-moi de souligner l'équilibre et la quasi-symétrie de parcours, la parfaite complémentarité, rarement égalée lors des éditions antérieures, des deux personnalités récompensées cette année : Mme Frene Noshir Ginwala et M. António de Almeida Santos, deux figures marquantes sur le plan humain, intellectuel et politique, qui ont consacré leur vie à la lutte pour la liberté et à la construction d'une société démocratique dans leurs pays respectifs.

Mme Frene Noshir Ginwala est née un 25 avril en Afrique du Sud, de parents exilés au Mozambique. Ses études de droit, réalisées au Royaume-Uni, la prédestinaient à une brillante car-

rière de juriste, mais elle a choisi très tôt de mettre ses connaissances, son talent, son courage et sa détermination au service du Congrès national africain au moment où celui-ci, après les émeutes de Sharpeville, passa à la clandestinité. Pendant les trois longues et difficiles décennies qui suivirent, la vie en exil de Frene Noshir Ginwala s'est confondue avec celle de l'ANC, se maintenant en contact étroit avec ses leaders historiques comme Nelson Mandela et Oliver Tambo. Elle a vécu en Tanzanie, au Royaume-Uni, en Zambie, au Mozambique. Toujours fidèle à elle-même et à ses convictions politiques, elle a alterné le travail de journaliste et de correspondante, donné des cours, participé à de nombreux congrès et conférences internationales et réalisé divers travaux et recherches sur l'apartheid, le droit des femmes, le développement ou encore sur la problématique du transfert de technologies, notamment pour les Nations Unies et l'Unesco.

De retour en Afrique du Sud en 1991, elle a développé une importante activité en faveur de la promotion de l'égalité des droits de la femme et de sa participation à la vie politique. En 1994, elle est élue Présidente de l'Assemblée de la République nationale, fonction qu'elle exerce depuis avec une grande intelligence, avec engagement et sens politique, contribuant non seulement à donner ses lettres de noblesse à l'institution parlementaire mais aussi à la faire évoluer, la rendre plus transparente et lui octroyer un visage plus humain, plus proche des citoyens qui s'expriment à travers elle. Dans l'exercice de ce magistère exigeant, elle n'a cessé de lutter pour le dialogue et la coopération toujours plus étroite entre les peuples, pour la libération du peuple africain, pour son développement, pour les droits des plus faibles, pour l'égalité entre les hommes et les femmes, pour l'amélioration de la condition de la femme africaine.

M. António de Almeida Santos, auquel me lie une vieille amitié, ce qui explique le ton personnel et chaleureux de mes propos, a participé activement aux actions et aux mouvements les plus importants de l'opposition démocratique à la dictature. Après la révolution du 25 avril, il s'est affirmé comme l'un des plus remarquables politiciens et gouvernants du nouveau régime. Éminent juriste, son action et son œuvre en tant que législateur est, sans l'ombre d'un doute, l'une des plus marquantes de la démocratie portugaise. Homme généreux et affable, fidèle à

une vision humaniste et universaliste qu'il cultivait déjà sur les bancs de l'école, détenteur de multiples talents littéraires et artistiques, Almeida Santos est un amoureux de l'Afrique et du dialogue entre toutes les cultures. Lui-même donne en permanence cet exemple de dialogue. Comme député et Président de l'Assemblée de la République, il a beaucoup contribué au prestige de l'institution parlementaire. Dans l'exercice de ces hautes fonctions, il a contribué au rapprochement avec les parlements de différents pays. Grande figure humaine, intellectuelle et civique, M. Almeida Santos est une référence pour tous ceux qui perçoivent la politique comme une activité qui se propose d'humaniser la vie et de rendre le monde plus juste et plus pacifique.

En accueillant dans la famille de ses lauréats ces deux insignes tribuns du peuple, le prix Nord-Sud est aujourd'hui plus riche. Tous deux ont aidé à écrire l'histoire de la démocratie et de la liberté dans leurs pays et leur vie est pour chacun d'entre nous un grand exemple et un encouragement.

Merci aux lauréats, pour ce qu'ils ont fait, ce qu'ils font et ce qu'ils vont continuer à faire au service des droits fondamentaux de la personne humaine, de la liberté, et de l'émancipation des peuples.

Dans un monde où la fracture Nord-Sud persiste, où l'égalité des chances est encore déniée à un si grand nombre de nos semblables, et où l'engagement et la lutte pour un monde plus juste et plus humain sont pleinement d'actualité en dépit des innombrables progrès que les cinquante dernières années d'efforts concertés et de solidarité internationale ont permis d'obtenir, il faut poursuivre ce combat fondamental, où se joue le destin de l'Humanité.

L'importance de l'attribution du prix Nord-Sud n'est pas purement symbolique. Elle consiste par excellence à attirer l'attention sur la réalité, sur notre évidente responsabilité individuelle et collective en matière de promotion des idéaux de paix, de liberté, d'égalité, de respect des droits et de dignité de la vie humaine.

Merci au Conseil de l'Europe, auquel je suis tant attaché, de ne pas renoncer à ce combat, et au Centre Nord-Sud, en la personne de son président, de rester fidèle à ses convictions et à

ses idéaux. Merci à Monsieur le Président de l'Assemblée de la République pour son hospitalité. Merci à tous.

# Jorge Sampaio

## Presidente da República de Portugal

Senhor Presidente da Assembleia da República,  
Senhora Presidente da Assembleia da República da África  
do Sul, Doutora Frene Ginwala,  
Senhor Doutor Almeida Santos e querido amigo,  
Senhor Representante do Secretário-Geral do Conselho da  
Europa, Klaus Schumann,  
Senhor Presidente do Conselho Executivo do Centro Norte-  
Sul, Doutor Miguel Martínez,  
Senhoras Embaixadoras e Senhores Embaixadores,  
Senhoras e Senhores Deputados,  
Ilustres convidados,

É com renovada satisfação que participo em mais esta edição da entrega dos Prémios Norte-Sul, não só pelo simbolismo que esta distinção encerra, mas também pelas individualidades que este ano são galardoadas, cujo perfil pessoal, vida e actuação ilustram de forma tão eloquente os valores que este Prémio representa bem como os princípios e ideais que celebra.

Permitam-me que destaque o equilíbrio e quase simetria de percursos, a perfeita complementaridade, raramente iguados em edições anteriores, entre as duas individualidades que este ano serão distinguidas: a Dr.<sup>a</sup> Frene Noshir Ginwala e o Dr António Almeida Santos. São ambos duas figuras marcantes no plano humano, intelectual e político, que dedicaram as suas vidas à luta pela liberdade e à construção de uma sociedade democrática nos seus respectivos países.

A Dr.<sup>a</sup> Frene Noshir Ginwala, nascida num dia 25 de Abril, na África do Sul, filha de pais exilados em Moçambique, cujos estudos em Direito, no Reino Unido, predestinavam a uma brilhante carreira de jurista, optou desde muito cedo por colocar os seus conhecimentos, o seu talento, a sua coragem e determinação ao serviço do Congresso Nacional Africano, quando, após as convulsões de Sharpeville, este passa à clandestinidade. Durante as três longas e duras décadas que se seguiram, a

vida, no exílio, de Frene Noshir Ginwala confunde-se com a do ANC, mantendo-se em estreito contacto com os seus líderes históricos, como Nelson Mandela e Oliver Tambo. Viveu na Tanzânia, no Reino Unido, na Zâmbia e em Moçambique, e sempre fiel a si mesma e às suas convicções políticas, alternou trabalhos de jornalista com o de correspondente, deu aulas, participou em inúmeros congressos e conferências internacionais e realizou trabalhos e investigações diversas, designadamente para as Nações Unidas e a Unesco, sobre o apartheid, o direito das mulheres, o desenvolvimento ou ainda sobre a problemática da transferência das tecnologias.

De volta à África do Sul, em 1991, desenvolveu uma importante actividade em prol da promoção da igualdade dos Direitos da Mulher e da sua participação na vida política. Em 1994, é eleita Presidente da Assembleia Nacional, cargo que tem exercido com grande inteligência, empenho e sentido político, contribuindo não só para dignificar a instituição parlamentar como para a fazer evoluir, tornar mais transparente e devolver-lhe um rosto mais humano, mais próximo dos cidadãos, que por ele se exprimem. No exercício desse exigente magistério, tem continuado a pugnar pelo diálogo e pela cooperação sempre mais estreita entre os povos, pela libertação do povo africano, pelo seu desenvolvimento, pelos direitos dos mais fracos, pela igualdade entre homens e mulheres, pela promoção da condição da mulher africana.

O Dr António Almeida Santos, a quem me unem laços antigos de uma velha amizade, que explica o tom próximo e emotivo das minhas palavras, participou activamente nos mais importantes actos e movimentos da Oposição democrática à ditadura. Após a Revolução do 25 de Abril, afirmou-se como um dos mais notáveis políticos e governantes do novo regime. Jurista eminente, a sua acção e produção como legislador é, sem sombra de dúvida, uma das mais relevantes da democracia portuguesa. Homem generoso e afável, fiel a uma visão humanista e universalista, que cultivou desde os bancos da escola, possuidor de múltiplos talentos literários e artísticos, Almeida Santos é um apaixonado por África e pelo diálogo entre todas as culturas. Ele mesmo dá permanentemente esse exemplo de diálogo. Como deputado e Presidente da Assembleia da República, contribuiu muito para prestigiar a instituição parlamentar. No exercício des-

sas elevadas funções, contribuiu para estreitar relações com outros parlamentos de vários países. Grande figura humana, intelectual e cívica, o Dr Almeida Santos é uma referência para todos os que entendem a política como uma actividade que se propõe humanizar a vida e tornar o mundo mais justo e pacífico.

O Prémio Norte-Sul fica hoje mais rico, ao acolher na família dos seus galardoados, estes dois insignes tribunus do povo, que ajudaram a escrever a história da Democracia e da Liberdade nos seus países e cuja vida é para todos nós um grande exemplo e encorajamento.

Muito obrigado aos premiados, pelo que fizeram, têm feito e vão continuar a fazer, ao serviço dos direitos fundamentais da pessoa humana, da liberdade, e da emancipação dos povos.

Num mundo em que persiste a fractura Norte-Sul, em que a igualdade de oportunidades é ainda negada a tantos dos nossos semelhantes e em que o empenho e a luta por um mundo mais justo e humano revestem plena actualidade, apesar dos inúmeros progressos que os últimos cinquenta anos de esforços concertados e de solidariedade internacional têm permitido arrecadar, há que prosseguir este combate fundamental, em que é o destino da Humanidade que se joga.

A importância da atribuição do Prémio Norte-Sul não é meramente simbólica, mas constitui sobremaneira uma chamada de atenção para a realidade, para a nossa inequívoca responsabilidade individual e colectiva na promoção dos ideais da paz, da liberdade, da igualdade, do respeito pelos direitos e pela dignidade da vida humana.

Muito obrigado ao Conselho da Europa, a que estou tão ligado, por não desistir deste combate, e, ao Centro Norte-Sul, na pessoa do seu Presidente, por se manter fiel às suas convicções e ideais. Muito obrigado ao Senhor Presidente da Assembleia da República pela sua hospitalidade. Muito obrigado a todos.

**Directeurs de la publication**

David Gakunzi  
Eliana Carvalho

**Assistantes**

Dalila Pinto  
Ilda Oliveira  
Sandra Alves

**Traduction**

Delphine Servoz-Gavin

**Révision**

Paula Smith  
Sandra Alves

**Photos**

Paulo Petronilho

**Conception graphique**

Carlos Luís  
Design de comunicação  
Lisbonne, Portugal

**Impression**

Ateliers du Conseil de l'Europe

Lisbonne, mars 2004.

Le Centre Nord-Sud tient à remercier l'Assemblée de la République portugaise pour son appui constant et sa précieuse collaboration dans l'organisation et la tenue de la cérémonie officielle de remise du prix Nord-Sud.

# La cérémonie de remise du prix Nord-Sud de Lisbonne 2003

**contact :**

Avenida da República, 15-4º, 1050-185 Lisboa

**| [www.nscentre.org](http://www.nscentre.org)**

**tel. (+351) 213 584 030**

**fax (+351) 213 584 037**

**[nscinfo@coe.int](mailto:nscinfo@coe.int)**



**Centre Nord-Sud**  
du Conseil de l'Europe

